

## La francophonie a-t-elle un avenir ?

## Un lien ténu

**A**u lendemain du premier sommet des chefs d'États et de gouvernements ayant en commun l'usage du français, tenu à Paris en février dernier, la journaliste Lysiane Gagnon écrivait : « La communauté francophone apparaît comme une société sans classe moyenne, divisée entre très riches et très pauvres, entre, d'une part, l'ancienne métropole française, le Canada et la Belgique et, d'autre part, un tiers monde qui compte quelques-uns des pays les plus pauvres de la Terre... et où, en outre, le français n'est pas toujours la langue d'usage. C'est cette dimension de carrefour nord-sud qui constitue le principal défi de la nouvelle organisation... d'autant plus que c'est au sud de l'équateur que vit aujourd'hui la majorité des francophones... »

... Au-delà des sempiternels accrochages entre Québec et Ottawa, de la rhétorique empesée des chefs d'États et des apparats protocolaires, la première réunion de la francophonie soulève bien des questions... »

La francophonie est-elle en train de devenir un club sélect de pays riches cherchant à se partager l'immense marché que représente le tiers monde francophone ?

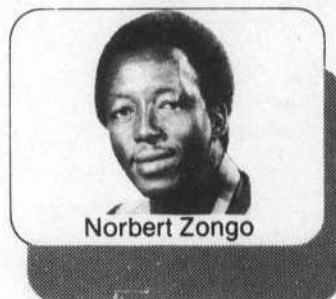
En provoquant l'éclatement des identités culturelles en Afrique, la langue française apparaît-elle comme un instrument de domination ou de développement ?

Le lien si ténu qu'est la langue française pourra-t-il résister aux immenses tensions économiques, sociales et politiques et permettre l'avènement d'un véritable « espace » francophone ?...

Voilà quelques-unes des questions auxquelles ont tenté de répondre 27 étudiants des écoles de journalisme de Dakar (Sénégal) et de Yaoundé (Cameroun) en collaborant à la réalisation de ce cahier spécial sur la francophonie. Ils viennent de compléter chez nous un stage *in cursu* de six semaines dans le cadre d'un programme mis sur pied par l'ACDI (Agence canadienne de développement international) et géré par l'Institut international de la communication de Montréal.

Et la diversité des opinions qu'ils émettent dans ce cahier, et des contradictions qu'ils soulèvent, permettra peut-être aux lecteurs du DEVOIR de jeter un regard nouveau sur cette grande mosaïque qu'est l'Afrique.

# FRANCOPHONIE : La dynamique linguistique peut-elle susciter le dynamisme économique ?



Norbert Zongo

**L**a langue est le principal véhicule de la civilisation. Elle est le moteur de tout développement. Elle vit, donc elle meurt. Et, comme un proverbe africain le dit : « La première chose qu'un esclave doit apprendre, c'est la langue de son maître ».

Tout cela admis, on est obligé d'admettre qu'un « esclavage » nouveau existe. Politique, culturel, ... économique, cet « esclavage » s'impose. Appelons-le domination ou division du travail, pour ménager la sensibilité et la pudeur des « anges » de la coopération.

Aussi, peut-on s'interroger sur l'opportunité de la francophonie.

En Afrique, les vrais agents — anonymes — du développement, ont besoin d'être instruits dans leur langue maternelle, pour mieux et beaucoup produire. Le handicap de la multitude des langues africaines ? Un exutoire anachronique. Des langues comme le haoussa, le foulfoude, le dioula et le swahili ... sont parlées par des millions de personnes dans plusieurs pays. C'est dans leur propre langue que les 90 % des Africains, qui ne lisent pas le français, sauront mieux lutter contre le sous-développement, la désertification, les maladies ... la misère. Au Nigéria, au Ghana, au Mali, au Burkina, des journaux sont édités en langues africaines, en direction du monde rural pour vulgariser des techniques culturales. Une raison majeure pour mettre l'accent sur une alphabétisation en langues africaines. Il y va de la survie de ces 90 %. Cette réalité échappe souvent, malheureusement, à certains qui ont les moyens et le temps de se réunir quand et où ils veulent, pour dissertar sur la culture, la civilisation, etc.

Une précision s'impose : il ne nous vient pas à l'idée un seul instant que l'Afrique doit vivre en autarcie. Quand même elle le voudrait, elle ne pourrait le faire. Mais il faut que l'Afrique soit un partenaire économiquement crédible, pour mieux soutenir ... la francophonie.

Et seuls ceux qui, du matin au soir cultivent des sols arides, défrichent des forêts inextricables, transhument pour trouver une herbe rare à un bétail mourant, peuvent donner à l'Afrique cette force économique. Les marchands de matières premières, virtuoses de la politique de contre-développement, ont déjà fait leurs preuves.

De nos jours, les amitiés se consumant plus facilement dans l'ardent feu des intérêts, le succès de la francophonie ne peut découler que du pouvoir économique des pays francophones.

Bien sûr, pour certains poètes, la francophonie aura réussi dès que le



Photo NORBERT ZONGO

Ce marché en plein air à Yaoundé est celui des 90 pour cent qui pourront faire de la francophonie une réalité pour tous. Il faut leur en donner l'occasion ... dans leur propre langue.

dernier paysan de la dernière campagne d'Afrique ou d'Asie saura écrire en français une lettre en alexandrins. Mais ... ! Cela peut être une bonne chose, dans la mesure où les responsables des pays africains n'auront plus besoin de se déplacer pour aller expliquer le drame de leur continent à l'ONU. Chaque

paysan pourra adresser son SOS à la FAO et autres organismes. D'ailleurs, on n'est mieux servi que par soi.

Maurice DUVERGER a dit : « La francophonie est un système qui met en contact des pays du Sud et du Nord ».

Tout contact peut être fécond. Mais les différences enrichissent mieux que les identités dans les contacts. Or, dans le cas de la francophonie, le contact semble être établi entre le Nord du Sud et le Nord. Car le fossé réel — comblé par la démagogie — entre les Nordistes du Sud et les populations du

Sud, est aussi grand que celui qui sépare le Nord du Sud. Dans une telle situation, la « haoussaphonie » ou la « bantouphonie » sert mieux les intérêts du plus grand nombre en Afrique. L'académie française trouvera ce qu'il faut pour les autres. Nous lui faisons confiance.

## ALPHABÉTISATION



Photo NORBERT ZONGO

En haut : Un des grands magasins de la ville de Yaoundé. Une bonne coopération entre le Nord du Sud et le Nord.

Au centre : À quelque deux cents mètres de T. Bella, sous une forêt de parasols, à même le sol, des femmes vendent de tout. C'est l'un des marchés du plus grand nombre.

En bas : Une autre chaîne de magasins de Yaoundé. Une preuve de l'imbrication de l'Afrique dans le système économique mondial.

# LES DISPARITÉS ÉCONOMIQUES ENTRE LES PAYS FRANCOPHONES

## Un monde de contrastes



El-Hadji Sagna

**L**es 200 millions de personnes disséminées dans les 42 pays francophones du monde vivent différentes réalités quotidiennes liées à leurs diversités culturelles, géographiques et surtout économiques. La francophonie s'étale sur les cinq continents et, de ce fait, porte en elle les contradictions du tissu économique mondial. À l'image de l'inégale répartition des richesses entre le Nord et le Sud, l'une des grandes caractéristiques de cette communauté reste les disparités économiques entre les pays membres.

Cette entité historique et politique est, pour ainsi dire, à cheval entre le monde développé et le monde sous-développé. C'est la cohabitation entre des pays immensément riches, dont certains sont à la fine pointe de la technologie moderne, et des pays pauvres, sous-équipés. Parmi ces derniers, un bon nombre fait partie des pays les moins avancés du monde. Les dégradations économiques vont du Nord au Sud.

Combien de siècles séparent technologiquement le fermier canadien-français ou belge, muni de puissants moyens agricoles, et le paysan africain, se contentant encore de faibles outils séculaires ?

Le premier dispose de vastes terres et peut nourrir plusieurs dizaines de familles. Il a toujours un excédent de production qui lui rapporte beaucoup d'argent. Le second se contente de petites exploitations pour subvenir à ses besoins élémentaires (nourriture, impôts, habillement...).

Que ce soit en Afrique ou en Asie, le sort du paysan s'est compliqué davantage à cause des successives politiques agricoles inappropriées, élaborées au lendemain des indépendances politiques. Les plans ne s'étaient pas démarqués des besoins commerciaux des grandes compagnies de l'ère coloniale. L'accent a été mis sur le développement de l'agriculture commerciale au détriment de l'agriculture vivrière alors qu'il n'y avait pas assez d'infrastructures industrielles pouvant absorber la production. Celle-ci, destinée à l'exportation d'une manière générale, subit les lois des aléas du marché international. À l'image de l'agriculture, divers secteurs du développement souffrent de l'inadéquation des politiques mises en oeuvre et du mauvais choix des priorités (industrie, formation des cadres...).

La conjonction de tous ces facteurs perpétue dans les pays sud francophones une situation de dépendance économique quasi permanente. Les PNB sont des plus bas (certains sont en dessous de \$ 300). L'autosuffisance alimentaire reste encore à l'état de rêve. Ainsi, ces pays sont largement tributaires de l'assistance économique internationale. Ils détiennent une part assez élevée de la lourde dette du tiers-monde (environ \$ 170 milliards) qui fait beaucoup de bruit ces temps-ci. Cette situation est d'autant plus déplorable qu'elle subit et continue d'endurer en Afrique les affres de la sécheresse, les méfaits de la crise économique mondiale...

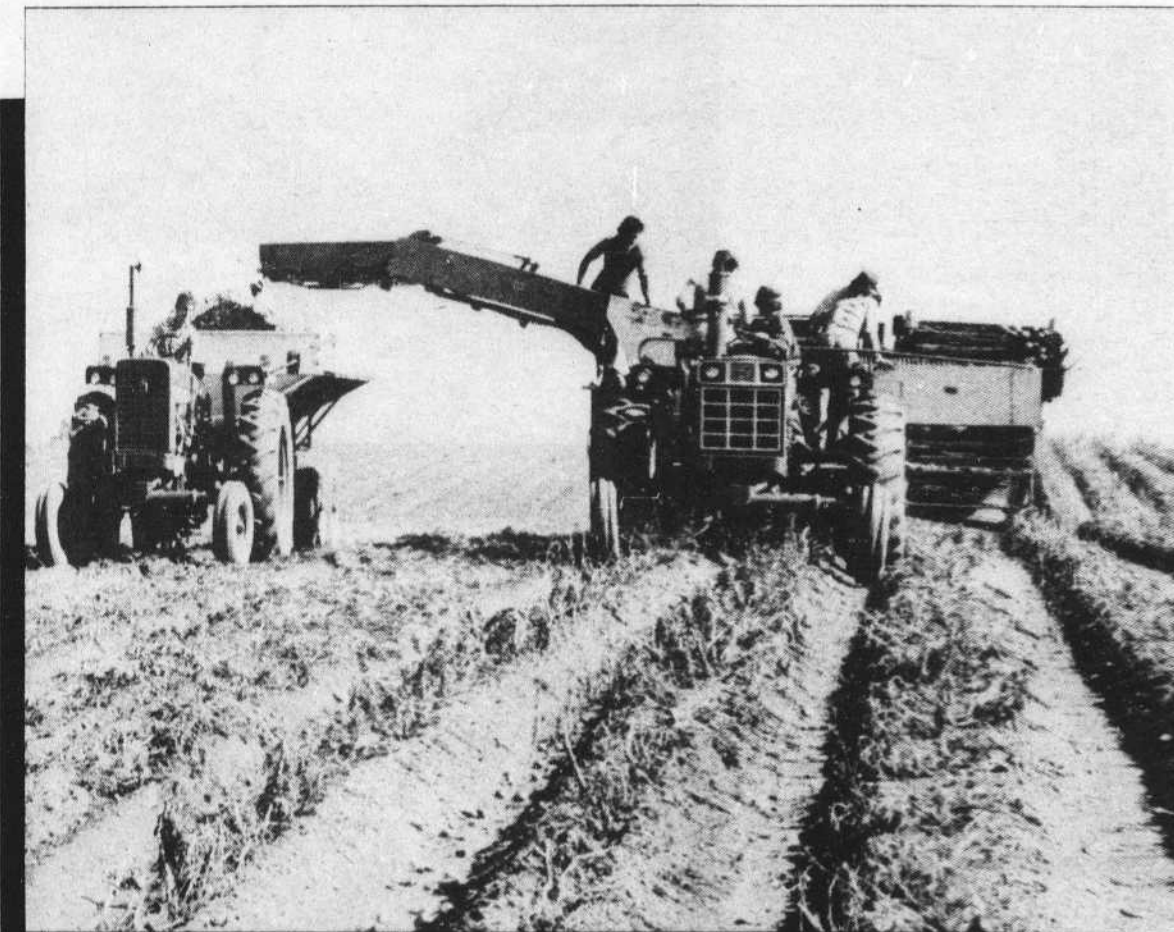
Par contre, à l'autre bout de la francophonie, le PNB du Canada s'élève à \$ 13,100 par habitant. Le Canada et la province de Québec partagent dans cette communauté une enviable situation socio-économique avec la France, la Suisse, la Belgique et le Luxembourg. Le niveau de vie est très élevé dans ces pays. Le Canada et la France ne sont-ils pas membres du Club des sept pays les plus riches du monde ?

La francophonie vit dans cette situation contrastée. Le déséquilibre économique entre le Nord et le Sud lui donne les aspects d'un ensemble complexe. D'un côté, cinq pays riches et économiquement stables. D'un autre, 37 pays peu riches, sous-équipés, connaissant diverses fortunes. De part et d'autre, de gigantesques efforts doivent être déployés pour réduire, un tant soit



Photo du haut ANTOINE DESILETS

Les contrastes sont évidents en agriculture. Alors que l'autosuffisance alimentaire est encore un rêve en Afrique, les pays industrialisés font face à des surplus énormes.



ANALYSE

peu, cet écart. La consolidation du bloc en dépend largement — les trois-quarts des utilisateurs de la langue française vivent dans le tiers-monde.

La coopération dans le domaine technique doit être accélérée. Autant les cinq pays développés du groupe doivent assumer leurs responsabilités, autant les pays du Sud

doivent assainir leurs politiques de développement, utiliser judicieusement leurs ressources. Le Canada a donné le bon exemple en accordant un moratoire de cinq ans aux pays africains pour le remboursement des dettes et en prenant d'importantes mesures touchant divers domaines en faveur des pays sous-développés de la

francophonie au sommet de Versailles.

Si la francophonie continue sur sa lancée actuelle et concrétise les décisions arrêtées à ce moment, l'on peut bien se permettre d'entretenir de légitimes espoirs quant à une éventuelle amélioration de la situation économique des pays du Sud.

# La francophonie, une réalité controversée



Martin Bouba

**L**a francophonie, vous connaissez ? La question, posée au hasard des promenades dans les rues de Yaoundé au Cameroun, aurait l'allure d'une colle. Tant cette notion, à première vue abstraite, ne trouve pas d'assises dans le confort intellectuel des gens.

Et même, la poignée d'hommes instruits qui en savent quelque chose ne sont pas suffisamment sensibilisés à cette réalité. À commencer par certaines personnalités

politiques, dans des pays africains, qui boudent ou mettent à l'index la francophonie.

Vingt-quatre pays africains reconnaissent au français un statut privilégié. Tous les ans, les chefs d'États ou leurs représentants participent en grande pompe au sommet de la francophonie. L'objectif : sauvegarder la pureté de la langue française et fructifier la coopération entre les États de la communauté francophone.

## NÉO-COLONIALISME ?

Néo-colonialisme ! a lancé un jour le président Thomas Sankara du Burkina-Faso. Et de dire à l'endroit de ses homologues : « Ils sont remarquablement assidus au sommet de la francophonie tandis qu'ils traînent les pieds pour participer aux travaux de l'OUA ».

De fait, le leader burkinabé a toujours estimé que la francophonie ne sert pas les intérêts socio-

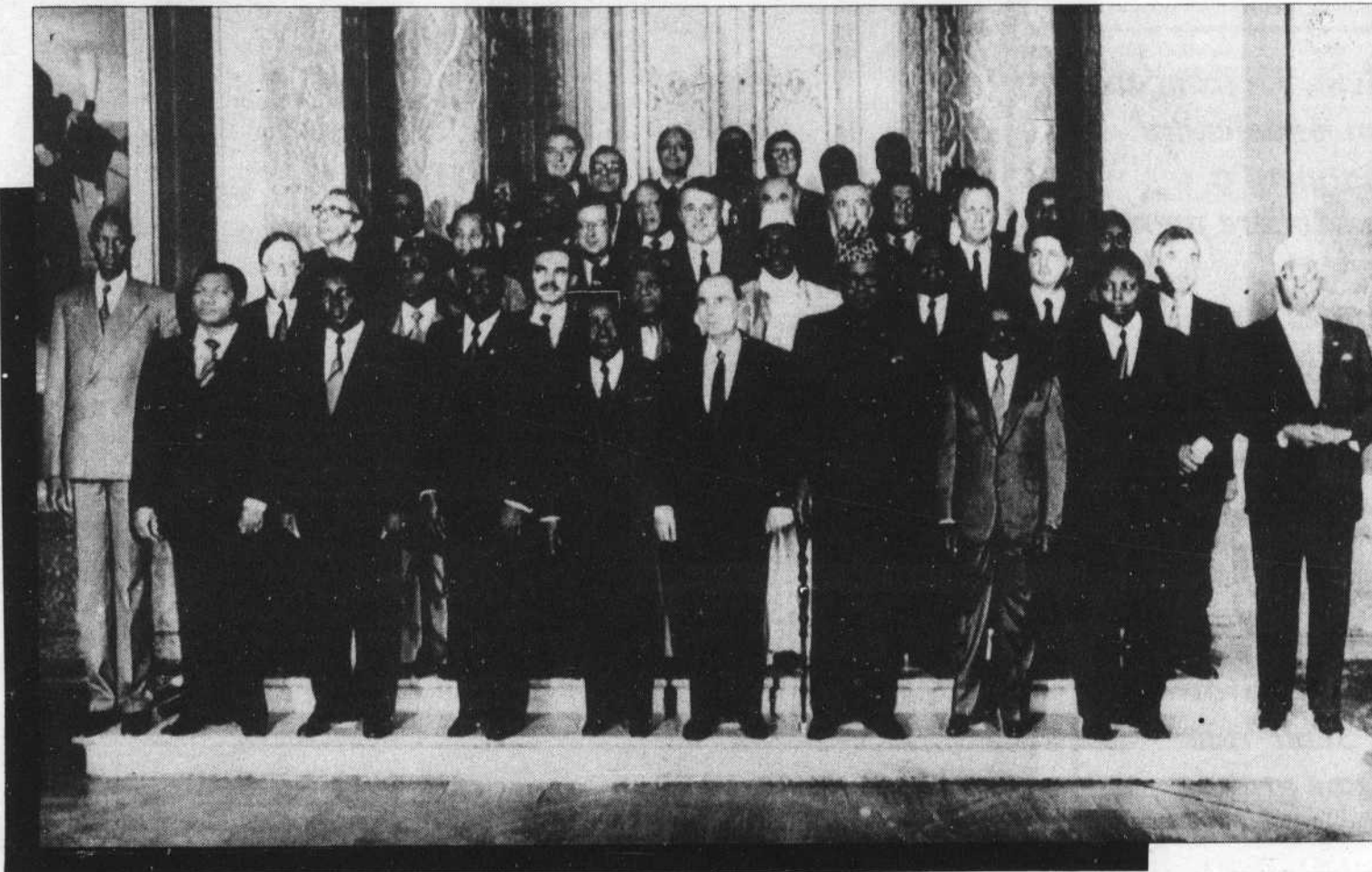
économiques des pays africains. Or constate-t-il, c'est en se mettant résolument au service d'une coopération Nord-Sud, dépouillée de toute velléité impérialiste, que la francophonie serait utile.

De même, l'Algérie et la Libye n'ont jamais cessé de boudier l'idée d'une communauté francophone. Ces deux pays n'accordent aucun crédit aux idéaux que prétend défendre cette communauté. Le président Chadli Benjedid pense que la langue française est celle des colonisateurs et ne saurait représenter l'identité culturelle algérienne. Argument léger pour l'ex-président sénégalais Léopold Sédar Senghor, l'un des pionniers de la francophonie, qui souhaite l'intégration de l'Algérie au sein de la famille francophone. Hanté par l'idée d'une civilisation universelle, l'académicien Senghor affirmait en 1966 à l'Université Laval : « La francophonie c'est, par-delà la langue, la civilisation française que j'appellerai francité ». Et l'ex-chef d'Etat français Georges Pompidou de renchérir : « Que les peuples d'expression française se sentent par-delà les intérêts économiques ou politiques, unis par un lien spécial qui est intellectuel et aussi sentimental. »

Ces deux points de vue sont balayés d'un revers de plume par une frange d'intellectuels tunisiens issus de divers milieux politiques (ceux du pouvoir et de l'opposition). Ils rejettent en bloc la notion de francophonie pour renforcer l'arabisme et exigent le retrait de la Tunisie de l'ensemble francophone. Véritable casse-tête politique pour le président Habib Bourguiba qui, avec Senghor en novembre 1965, avait lancé l'idée de créer une association des pays ayant en commun l'usage du français.

On ne peut dès lors nier la réalité selon laquelle la francophonie est sujette à controverse en Afrique. D'autant plus que, pendant de longues années, le programme d'action de la communauté francophone s'est borné aux seuls problèmes d'ordre linguistique, reléguant au second plan les projets de développement socio-économique.

Les résolutions prises au récent sommet de Paris, en vue de promouvoir une saine coopération technologique et politique, pourront-elles donner un regain d'espoir aux plus sceptiques ? Pourront-elles enfin amener les chefs d'États figés dans leur attitude dure à reconsidérer leur position vis-à-vis de la francophonie ? Bien malin est celui qui pourrait répondre à ces questions.



Photoslaser PC

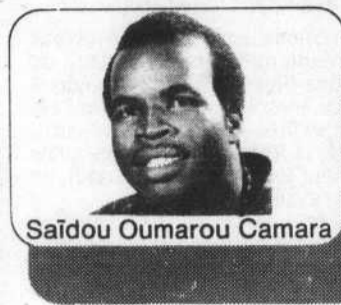
La réunion de la grande famille francophone à Paris a soulevé de bien grands espoirs.

Le premier ministre canadien Brian Mulroney, le président français de l'époque, M. François Mitterand et le président du Zaïre Mobutu Sese Seko y ont joué un rôle de premier plan.

# LES PARTICULARITÉS LINGUISTIQUES A



Josette Barry



Saïdou Oumarou Camara

**Les immortels tremblent. Le français qu'ils ont pour mission de défendre leur échappe. D'un continent à un autre, la langue de Molière prend le pli.**

**Il en résulte des difficultés d'inter-communicabilité entre les différentes communautés francophones. Conscientes de cette situation, les autorités de cette communauté linguistique ont mis en place des structures plus ou moins opérationnelles, pour promouvoir un français standard. Seule voie pour communiquer à une grande échelle, sans pour autant détruire les particularités linguistiques locales.**



## Institutions et sauvegarde du français

« Dans un monde devenu largement technique, la langue française est appelée plus que jamais à remplir sa fonction essentielle de communication afin de dénommer toutes les réalités naissantes sous peine de disparaître comme langue qui donne accès au développement et au progrès. » Ce constat a été fait par l'Office de la langue française du Québec, une des nombreuses institutions qui perçoivent la nécessité de créer des termes nouveaux pour dénommer nos nouvelles réalités. Ce même souci a par exemple abouti à la création d'un dictionnaire des Particularités de la langue française en Afrique.

démie française dont « l'excès de purisme, trop souvent imbu d'une intolérance sans limites, n'a guère servi jusqu'à présent, qu'à scléroser et à pétrifier la langue française en la rejetant vers son passé ». (\*)

Néanmoins ces institutions devront oeuvrer au sein de l'espace francophone pour l'élaboration d'un français standard. Cela permettra à l'Ivoirien et au Québécois de communiquer. À l'ère de l'ordinateur, ce pouvoir de communiquer à grande échelle s'impose pour la sauvegarde d'intérêts communs. La mise au point de cette langue standard suppose des recherches prenant en compte les diversités sociales et linguistiques de toutes les communautés concernées.

\* Néologie en marche. Série B : Langues de spécialités, Office de la langue française.

BILLET

## Les québécoisismes

Je ne suis pas « métrologue », pour cause il n'existe pas encore de métro en Afrique, dont je suis originaire. Par contre j'ai été frappé et attiré à la fois par la prolifération des néologismes dans les stations de métro de Montréal. Cet intérêt m'a transformé momentanément, en « métrologue-chasseur-de-québécoisisme ». Au fait savez-vous ce que signifie le terme « métrologie » ? Il n'a aucun rapport avec le temps qu'il fait. C'est la science du métro. Mais l'ensemble des mots que j'ai récoltés lors de ma chasse, ne sont pas tous relatifs à cet espace clos. Il est vrai que j'y ai découvert « la métro-bouffe et la métromode ».

# U SEIN DE LA FRANCOPHONIE



Photo OUMAROU SAÏDOU CAMARA

## « métrologiques »

Par contre quand j'ai lu cette phrase à Champ de Mars : « studio-sez vos cheveux pour les looks les plus osés », je me suis dit que le plein air doit certainement rivaliser dans le domaine de la créativité avec les souterrains de Montréal. Mais je ne peux y faire un tour sans avoir jeté un coup d'oeil à Berri-de Montigny, cette station carrefour. J'ai visé juste. « Univer-sifiez-vous à l'Université Laval », invitation d'une enseigne publicitaire. Ce sont les vacances, c'est dommage. J'ai envie de fumer, mais je n'ai plus de cigarettes. Ne connaissant pas les environs de Berri, je suis obligé de demander aux passants de m'indiquer un lieu

où je pourrais me procurer du tabac. J'apostrophe une gentille passante. « Il y a un dépanneur au coin. » Croyant m'être mal fait comprendre, je lui fais savoir que je cherche un endroit où l'on vend des cigarettes. « Un dépanneur est une tabagie monsieur, on y vend des cigarettes. » Preuve que le métro ne détient pas la palme en néologisme. D'ailleurs depuis lors j'ai découvert en face de mon hôtel une bonne « croissanterie ». Lorsque j'y vais j'ouvre grandement les oreilles, francophonie oblige, pour mieux comprendre le français d'Amérique du nord.

— Oumarou Saïdou Camara

## L'éclatement du français

Les premiers jours à Montréal, j'avais de la peine à décoder le français des habitants de cette ville. J'ai eu le même ennui à Dakar avec mes frères Africains. La raison de ce frein momentané à l'inter-compréhension est liée à la tendance à la dialectisation du français d'un État à un autre ou d'un continent à un autre.

Le français parlé en Côte d'Ivoire n'est pas le même que celui

de Burkina Faso (ex-Haute-Volta) par exemple. Pourtant ce sont deux pays voisins. De ce fait, on peut dire qu'il y a autant de dialectes du français en Afrique qu'il existe d'États. Cette situation linguistique éclatée s'explique par l'influence des langues nationales locales prépondérantes dans ces différents États. Aussi est-il fréquent que lors d'une conversation un Africain mêle au français sa langue maternelle et vice-versa. Il en résulte une

forme de créole dont la syntaxe n'est plus la même que celle du français et une incapacité d'inter-compréhension entre les citoyens d'un État à un autre ou très souvent au sein d'une même région. Quoi qu'il en soit cette créolisation ne profite ni au français ni aux langues nationales puisque générant une troisième. De plus la fonction première de la communication est de ce fait faussée.

— Saïdou Oumarou-Camara

## Le « Moussa », ou français ivoirien s'enracine

La langue française, défendue et protégée par les académiciens, demeure la langue officielle en Côte d'Ivoire. Elle reste la langue du pouvoir. Cependant, seule une infime minorité de la population la parle correctement. Plusieurs facteurs ont milité en faveur de l'émergence d'un parler typiquement ivoirien, le plus utilisé : le français de Moussa. L'un des facteurs les plus favorables à cette situation est le contact brusque entre la francophonie en tant que telle et la diversité linguistique de ce pays.

Le français de Moussa constitue aujourd'hui l'une des particularités que les linguistes désignent de façon générale par le vocable de « français populaire africain ». Une particularité qui marque si bien la définition de l'espace francophone comme étant « une mosaïque de cultures au service d'une culture, dans le respect des spécificités. » Pour comprendre l'implantation actuelle du parler de Moussa en Côte d'Ivoire, il faut se référer à trois étapes importantes dans l'évolution de ce pays.

Déjà à l'époque coloniale, la population était à 99 % analphabète. Pour se faire comprendre de ses sujets (travailleurs des plantations, boy-cuisiniers ou autres), le colon a cru nécessaire de simplifier son langage et de le rendre plus accessible. L'Ivoirien interprétait donc ce langage oral selon son entendement. Ainsi, des tournures nouvelles naquirent. « Monsieur » devint « missié » ou encore « patron », l'idée de chef ou de supérieur hiérarchique lui étant sous-jacent.

La seconde étape de l'évolution du parler ivoirien ou français de Moussa fut la période des indépendances à partir des années 1960. L'indépendance acquise, l'option li-

berale a été choisie par les gouvernants pour, dit-on, impulser donner une ???, dynamique au développement économique du pays.

D'autres facteurs d'évolution du langage firent donc leur apparition. D'abord l'urbanisation, avec son corollaire l'exode rural, a suscité un mouvement migratoire des populations de l'intérieur vers la ville. Il s'est donc opéré un brassage ethnique. Pour communiquer entre eux ou pour s'adresser à l'employeur et aux différents services publics ou administratifs, ces personnes d'ethnies différentes devaient trouver un langage commun. Pendant longtemps, seul le Dioula, variante du Malinké ou du Bambara, langue de commerce et de « troc » se vit emprunter quelques mots pour enrichir le vocabulaire du français ivoirien. D'où l'appellation française de Moussa, un prénom se rencontrant surtout dans la population musulmane Malinké ou Bambara. On dira donc en français de Moussa « paye-moi du lomouroudji » pour dire « offre-moi du jus d'orange ». Signalons que ce jus d'orange typique est généralement préparé et commercialisé par les femmes de l'ethnie malinké. La population a trouvé bon de le désigner par son vocable malinké.

### LES LINGUISTES S'EN MÉLÈNT

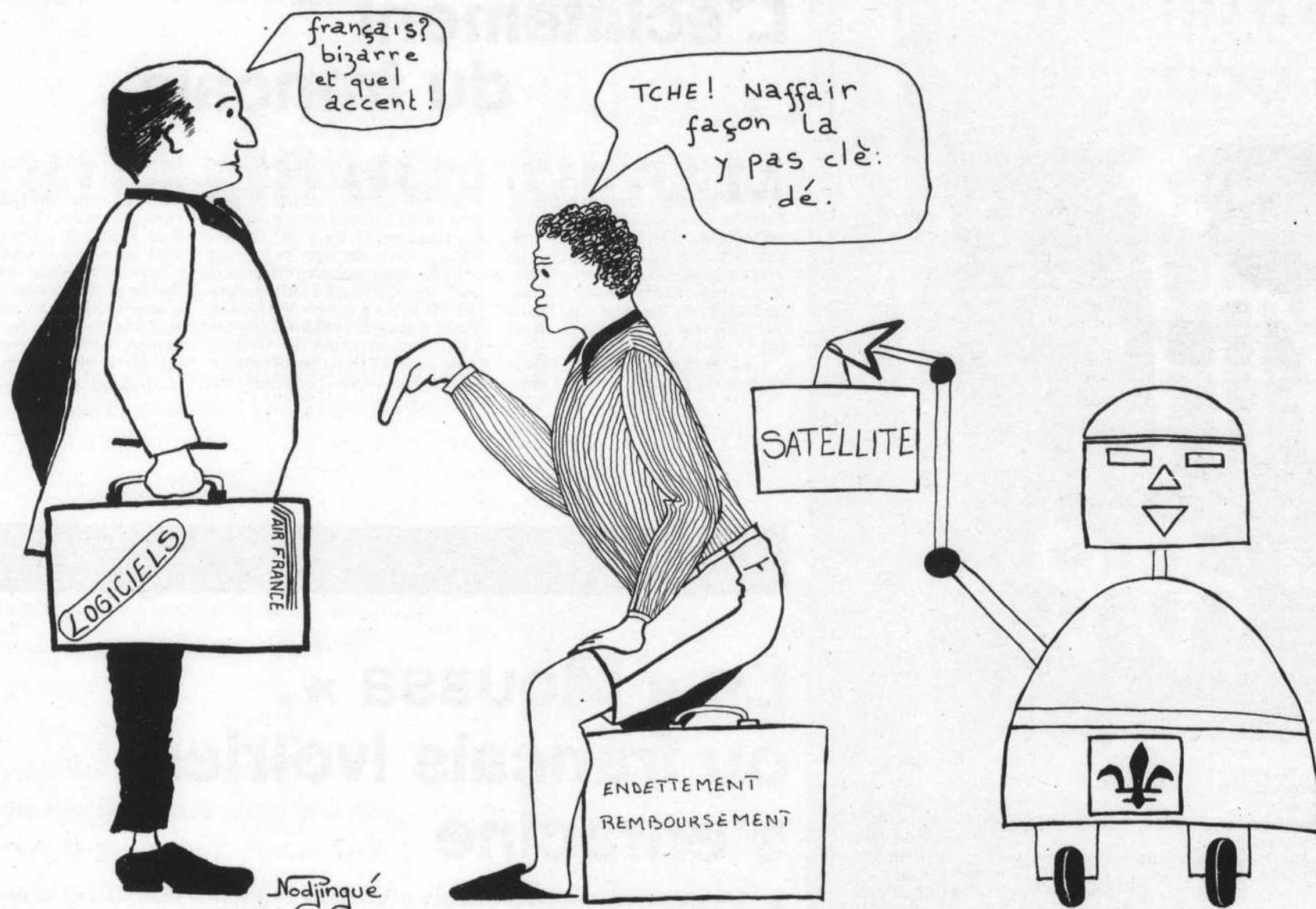
« Tu as tout gngami » voudra dire « tu as opéré un mélange ». Le « Moussa » s'adapte donc à un contexte ou à une situation donnée ou encore à un personnage. Tel est le cas du célèbre personnage de Dago, ce paysan qui débarque à Abidjan et qui devra apprendre à s'exprimer en français pour com-

munique avec les autres. La croissance à une époque déterminée de l'économie ivoirienne a attiré les ressortissants des pays voisins. Ceux-ci ont également apporté des mots nouveaux. Je vais chez ma kröbo. Ce terme désigne une ethnie ghanéenne dont les femmes sont célèbres parce qu'elles se livrent au commerce de leur corps.

Ces dernières années, le français de Moussa a connu la plus grande évolution de son histoire. Cette impulsion nouvelle s'est opérée sous le contrôle des moins de 25 ans. Environ plus d'une centaine de mots nouveaux et de nouvelles tournures ont été introduits dans le langage. Les milieux de jeunes déscolarisés sont les plus propices et cela contre le gré des défenseurs de la langue française originale. L'aspect le plus intéressant à signaler est le fait que plusieurs mots voulant désigner le même objet apparaissent en même temps ou à un intervalle de temps déterminé. La jeune fille se dit « la go » ou « la dye » ou encore « la mama ».

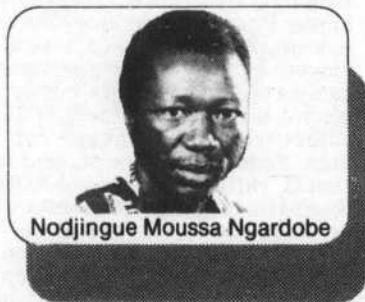
Même dans les milieux bourgeois d'Abidjan ou de l'intérieur, le Moussa commence à s'imposer. Le milieu du théâtre, quant à lui, a subi cette influence depuis une certaine période. L'évolution s'opère tant et si bien que l'Institut de linguistique appliqué de l'Université d'Abidjan a confectionné un dictionnaire du français ivoirien. Le milieu littéraire et même de la presse commencent également à emprunter quelques tournures au langage de Moussa. *IVOIRE DIMANCHE*, un hebdomadaire très coté consacre deux pages de sa livraison à Moussa. Un signe que le français ivoirien s'enracine contre vents et marées.

— Josette Barry



## FRANCOPHONIE ? CONNAIS PAS

CHRONIQUE



Nodjingué Moussa Ngardobe

Quel intérêt nos chefs d'États ont-ils de se réunir en France rien que pour parler français. Pourtant, nous avons beaucoup de problèmes qui attendent des solutions....

L'auteur de cette réflexion s'est adressé à moi pour que je lui explique dans sa langue, sinon dans un français qu'il pourrait comprendre, le bien fondé de la réunion des chefs d'États ayant en commun l'usage du français. Je ne pourrais décrire l'embarras dans lequel je me

trouvais. C'est seulement à cette occasion que je me suis rendu compte que je ne savais rien de cette réunion. Pourtant ce n'était pas la première du genre.

Puisque depuis quelque temps les Français se plaignaient de l'emploi croissant des anglicismes (jogging au lieu de course à pieds, standing au lieu de niveau social, etc.), j'ai pensé qu'ils voulaient sauvegarder leur langue. C'est d'ailleurs légitime. Mais si la langue française est moribonde, c'est qu'elle a trouvé plus fort qu'elle. Alors qu'on la laisse mourir en paix. N'apprenons pas encore aujourd'hui des langues dites mortes comme le grec et le latin ? Ne sont-elles pas des références éthimologiques à certaines langues dont justement le français ? Feu la langue française pourrait aussi devenir l'ancêtre des différents français parlés — hors de l'exagone. Nos langues africaines ont tendance à s'effacer au profit de la langue de Molière et pourtant elles ne sont pas défendues. Alors

pourquoi devrions-nous être associés à la sauvegarde du français ?

Après cette petite réflexion simpliste, je me suis dit qu'il y avait anguille sous roche. Un rapide coup d'oeil dans la presse m'a permis de constater que l'unification des zones francophones présente plusieurs intérêts pour les pays qui en font partie. À la rencontre de février dernier à Versailles, plusieurs suggestions ont été retenues dont : « La création d'une agence internationale francophone d'images de télévision, de banques de données scientifiques et techniques, d'un baccalauréat international francophone, l'utilisation de satellites pour la diffusion de programmes francophones dans le monde, etc. ». Pour mettre sur pieds des programmes aussi importants, il faut des investissements tout aussi importants. Cela profitera à tous sans doute mais plus à ceux dont la langue s'appuiera sur une économie puissante. L'Afrique constitue un grand marché potentiel dans le do-

maine de l'informatique et des satellites.

Je ne sais pas comment j'aurais pu expliquer à mon interlocuteur que nos chefs d'États discutaient de notre avenir à travers le français; que « l'espace francophone est une mosaïque de cultures au service d'une culture dans le respect de toutes les spécificité »; que la francophonie est une affaire de relation internationale et de je ne sais quoi d'autre. La francophonie n'étant pas du domaine des préoccupations immédiates des populations africaines (80 % d'analphabètes, j'y inclus les populations qui utilisent l'alphabet arabe pour transcrire leur langue maternelle), l'idée que l'on s'en fait se limite au traditionnel rendez-vous des chefs d'États. Tant que ses implications ne seront pas ressenties de façon concrète, je pense que parler de la francophonie restera encore longtemps une gymnastique cérébrale pour une élite.

## Le français instrument de pouvoir



Ali Moindjie

Dans l'avion qui me ramène de New York à Montréal, ma voisine, une sympathique Américaine, me demande quelle langue nous parlons aux Comores, le français ou l'anglais ? Cette question innocente en dit long sur la curieuse habitude qui veut que l'Africain se définisse toujours par rapport aux langues de France ou de Grande-Bretagne.

Cette manie, disons-le tout de suite, ne se rencontre pas seulement chez les Occidentaux. Elle est partagée aussi par bien des Africains. Si vous ne parlez ni anglais ni français, vous êtes un retardé. Nos langues si belles et si riches, seuls vecteurs valables de notre vision spécifique du monde, ont perdu et continuent de perdre la place qui leur revenait de droit. Allez dire que vous êtes bambarophone, haousophone, kiswahilophone...

Cette volonté d'associer les nègres à l'aventure des langues, investies de je ne sais quelle mission universelle, s'est encore affirmée au sommet des chefs d'État de la France et de ses colonies. L'euphémisme consacré — pays ayant en usage le français — ne change en rien les données du problème. Toujours est-il que des chefs politiques africains ont exprimé à cette occasion leurs inquiétudes sur la menace qui pèse sur leur prétendue « identité culturelle francophone ». Qui est francophone ?

Mon pays, pour parler d'un exemple que je connais, se retrouve aujourd'hui avec une intelligentsia de formation française pour avoir été colonisé par l'Hexagone. Ces intellectuels qui ont séjourné pour la plupart dans les universités françaises manient, il est vrai, la langue de Voltaire avec beaucoup d'élégance. Mais combien de Comoriens ont eu le privilège d'aller au lycée ? Combien ont pu accéder à l'Université ? Je ne dispose pas de chiffres exacts mais c'est une minorité, une faible minorité. C'est à leur honneur d'avoir appris et maîtrisé une langue étrangère mais est-ce une raison suffisante pour continuer à utiliser exclusivement cette langue dans l'administration, dans les écoles, dans les discours politiques après l'indépendance ? Notre constitution prévoit la cohabitation du français avec l'arabe (une autre langue étrangère) mais, à toutes fins utiles, le français est en situation de monopole.

Évidemment, la grande masse, ne parlant pas cette lan-

gue, est marginalisée et ne peut pas jouer quelque rôle politique, handicapée qu'elle est. Or le développement, dit-on, signifie rendre le pouvoir au peuple. Cette situation pourrait se défendre, et encore avec difficultés, dans les pays « linguistiquement hétérogènes ». Aux Comores par contre, où toute la population sans exception se sert d'une seule langue comprise par tout le monde, cet état de chose ne s'explique pas aisément.

Il reste que cette incohérence, de concert avec d'autres facteurs, a engendré des conséquences négatives sur le plan de l'éducation des jeunes. À l'école primaire, les élèves accusent des retards terribles. Le taux de renvoi pour insuffisance de résultats a atteint des proportions très inquiétantes. Les enfants ne parlent aucune langue correctement : ni le français, ni le comorien. Ils nagent quelque part entre les deux. Il n'est un secret pour personne que l'enfant qui apprend à lire et à écrire dans une autre langue que la sienne est « déstabilisé » psychologiquement. La langue maternelle est un élément essentiel dans la formation de la personnalité.

Le professeur Yves Person affirme, en s'appuyant sur l'histoire du gaélique d'Irlande, que cette confusion de non français et de non langues locales en Afrique est une étape transitoire nécessaire vers la disparition pure et simple de celles-ci. « Le fait de l'exclusion totale de certains types de langues ou de cultures, souligne-t-il, aboutit nécessairement, automatiquement, mécaniquement, indépendamment de toute question de bons ou mauvais sentiments, à leur extinction totale, à leur éradication, au bout d'un certain temps. Yves Person, « La langue et le pouvoir » in Éducation en Afrique : alternatif. Privat, s.d. Yves Person est directeur du Centre de Recherches Africaines, Université de Paris.

Il ressort de ce qui précède que le français est un instrument de pouvoir dont se sert une élite pour tenir à l'écart la population, dont il détruit les particularismes et provoque une certaine uniformisation. Pourtant, la francophonie serait, dans l'esprit de ses précurseurs, le « rendez-vous du donner et du recevoir » pour utiliser une expression connue. La francophonie serait un espace qui laisserait s'affirmer le polymorphisme des peuples, un carrefour où se rencontreraient les particularités pour s'enrichir mutuellement. Hélas ! entre le discours et la réalité, il y a un fossé. Le français tue nos langues. Infatigable, la fameuse politique d'assimilation fait son chemin avec la différence qu'aujourd'hui ce sont des chefs nègres qui ont pris la relève des « civilisateurs » qui bannissaient jadis l'utilisation de ce qu'ils appelaient « les idiomes indigènes ».

# CHRONIQUES

## LA FRANCOPHONIE : ILLUSION OU RÉALITÉ



Gondje Laoro

La francophonie est devenue aujourd'hui une réalité. À preuve : elle a tenu son tout premier sommet à Paris, en février dernier. Ses chantres peuvent enfin se jeter des fleurs parce qu'environ quarantaine de pays, ayant en commun l'usage du français, y ont participé. Plus qu'une simple rencontre informelle à caractère politique, ce forum a élaboré un certain nombre de résolutions réalisables dans son ensemble. Il n'est que de les appliquer pour rattraper le retard que les francophones accusent vis-à-vis des anglophones. Pour ce faire, il faudrait avant tout que la France et ses satellites réussissent un pari : former un ensemble cohérent, animé d'une volonté d'action et non seulement de principes inutiles. Le meilleur moyen d'y parvenir est de transcender les quelques divergences qui les opposent et d'enterrer dès maintenant une éventuelle lutte qui naîtra entre eux, parce que tel aimerait s'assurer le leadership de cette nouvelle communauté et non tel autre. Si lutte il y a, la francophonie se disloquera inévitablement.

Sur le plan politique, tous les pays francophones n'ont pas les mêmes options idéologiques. Pour la seule Afrique, nous les classons selon qu'ils soient modérés, progressistes ou, comment dirai-je encore... neutres. Or nous constatons que plus de la moitié des États qui se sont retrouvés à Paris viennent de ce continent. Ceux-là mêmes se divisent, pour peu qu'on leur demande de se prononcer sur tel ou tel problème. L'affaire saharouie en est la meilleure illustration. Heureusement pour la francophonie ! Elle n'est pas l'OUA parce qu'il n'y a pas que les Africains. D'autres pays comme le Canada, la France, la Belgique... s'y sont associés. Leur seule présence cultive et entretient l'espoir de voir rayonner cette communauté.

### Qui sera le maître d'oeuvre

Le sommet de Paris a arrêté des programmes très ambitieux. Entre autres la promotion de la technologie, la mise sur pied d'une économie plus structurée, surtout pour les pays en voie de développement.

Si nous méditons longtemps sur ces vastes projets, beaucoup d'idées nous viennent à l'esprit et suscitent en nous des doutes.

Financièrement, le Canada et la France acceptent d'investir pour l'intérêt, la survie de la francophonie dans des domaines assez variés comme l'énergie, l'agronomie en milieu rural... Ces investissements, concernant particulièrement les États africains. S'ils se concrétisent, ils résoudreont certains de leurs problèmes. Mais si on demandait leur apport financier,

seront-ils à mesure de participer ? Une réponse cependant.

Aujourd'hui, il n'est un secret pour personne. La plupart des pays en voie de développement sont endettés jusqu'au cou et n'arrivent pas à s'acquitter de cette dette lorsque l'échéance arrive. Le plus souvent, ils négocient un rééchelonnement parce qu'ils ne disposent pas de l'argent nécessaire pour tenter un quelconque remboursement. Vu cet état de pauvreté, arriveront-ils à contribuer à quoi que ce soit dans le cadre de la francophonie ? Illustrons-nous par des exemples.

Tout le monde sait que l'Organisation de l'unité africaine (OUA) vit difficilement parce que certains de ses membres ne versent pas leur contribution. L'ACCT et la PANA ont des problèmes identiques. Pourquoi pas la francophonie ? Cette dernière survivra à la seule condition que les pays industrialisés financent tout sans tenir compte des autres dont les ressources ne sont pas suffisantes. Au quel cas, la francophonie disparaîtra comme l'OCAM qui s'était fixé les objectifs presque similaires.

Le redressement de l'économie en milieu francophone se heurtera aux mêmes difficultés pour des raisons semblables. Le véritable verdict tombera au prochain sommet qui se tiendra ici au Canada.

# L'enseignement du français au Cameroun : MUTATION OU DÉCLIN ?

# DOSSIER FRANCOPHONIE



Christophe Mien Zok

Le Cameroun occupe une place particulière au sein de la francophonie. Malgré son statut d'État associé à l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), il ne participe pas aux sommets des chefs d'État de France et d'Afrique. Récemment encore, il n'a pas pris part au sommet de la francophonie à Paris. Toutefois, le Cameroun est membre de plusieurs organismes fondés sur la communauté de la langue française : AUPELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française), Conférence des ministres de l'Éducation d'expression française, etc. La raison de cette politique, jugée ambiguë par les uns et désapprouvée par les autres, est simple : depuis le 1er octobre 1961, le Cameroun est un État bilingue, le français et l'anglais étant les deux langues officielles. Malgré cette discrétion sur la scène politique, l'enseignement du français occupe une place de choix dans le système éducatif camerounais.

Le Cameroun détient le sixième rang au classement des principaux pays francophones du monde avec 1,730,000 sujets ayant étudié en français, soit 2,45 % par rapport au total mondial. On y estime à 60,000 le nombre de francophones dont le français est la langue maternelle et 1,400,000 ceux dont le français est langue seconde. De plus, pour 80 % de la population scolaire, la langue de Voltaire est le véhicule de l'enseignement. Le taux d'enseignement du français (rapport de la population formée en français par rapport à la population totale des citoyens scolarisés enseignés d'un pays) atteint les 75 %. Et, progressivement, le français occupe tout l'espace linguistique camerounais.

### DES ORIGINES...

Comme partout en Afrique, le français est arrivé au Cameroun par le biais de la colonisation (même si le Cameroun n'a jamais été une colonie française). L'administration coloniale organise le système éducatif. Il est calqué sur le modèle français et destiné à une minorité de Camerounais devant servir comme auxiliaires. Tout l'encadrement pédagogique est assuré par les Français. Le français métropolitain, enseigné alors, fait encore aujourd'hui la fierté de quelques vieux hauts fonctionnaires.

Avec l'accession du Cameroun à l'indépendance en 1960, l'enseignement se démocratise. Les effectifs deviennent pléthoriques et le nombre des instituteurs s'avère insuffisant. On recrute alors à tour de bras des maîtres dont le niveau laisse à désirer. Le niveau de l'enseignement et celui de la langue

française se dégradent. Cette dégradation va se poursuivre avec l'expérience de « l'école sous l'arbre » destinée à freiner l'analphabétisme. La méthode pédagogique employée est archaïque mais le succès est éclatant : en 10 ans, près de 160,000 adultes sont alphabétisés. Le français se « camerounise » car on y retrouve les interférences des langues nationales. Ce « français dialectal » subsiste encore et constitue une grande source d'inspiration pour les hommes de théâtre camerounais.

### ... À NOS JOURS

Aujourd'hui, l'empirisme a disparu devant les exigences de la pédagogie moderne. De nouvelles méthodes ont ainsi vu le jour pour rendre l'enseignement du français plus efficace. Ces méthodes figurent dans un document officiel qui en

fixe les principes et les objectifs. Le but principal de cet enseignement : donner à l'élève la capacité de communiquer et de s'exprimer avec clarté et aisance dans une langue contemporaine correcte. Car il faut dire que pour la plupart des Camerounais, le premier contact avec le français s'effectue à l'école même si de plus en plus il s'apprend à la maison.

Malgré les dispositions prises par le ministère de l'Éducation nationale, le niveau des élèves camerounais en français ne cesse de baisser.

Les avis restent partagés sur les causes de cette baisse de niveau. Pour les uns, les salles de classes sont surpeuplées et mal entretenues. Pour les autres, il manque de matériel pédagogique et les programmes sont inadaptés. À l'Inspection générale de pédagogie

française, l'on est catégorique : « Tout le monde est responsable de la baisse du niveau. Les élèves manquent du culte de l'effort. Ils ne lisent pas. Les parents ne leur achètent pas toujours les livres. Enfin, les professeurs n'ont pas souvent les qualifications requises ». À cette dernière accusation, les responsables de l'École normale supérieure chargée de la formation des professeurs répondent : « Il est toujours facile d'accuser les professeurs, mais la formation peut être améliorée ». Cette amélioration de la qualité des professeurs rehaussera-t-elle le niveau ? Tout le monde l'espère, car pour les Africains, le français n'est pas seulement une langue de communication, il est aussi une langue de culture, une langue scientifique et technique qui permet d'avoir accès aux découvertes du monde moderne.



Photo CHRISTOPHE MIEN ZOK

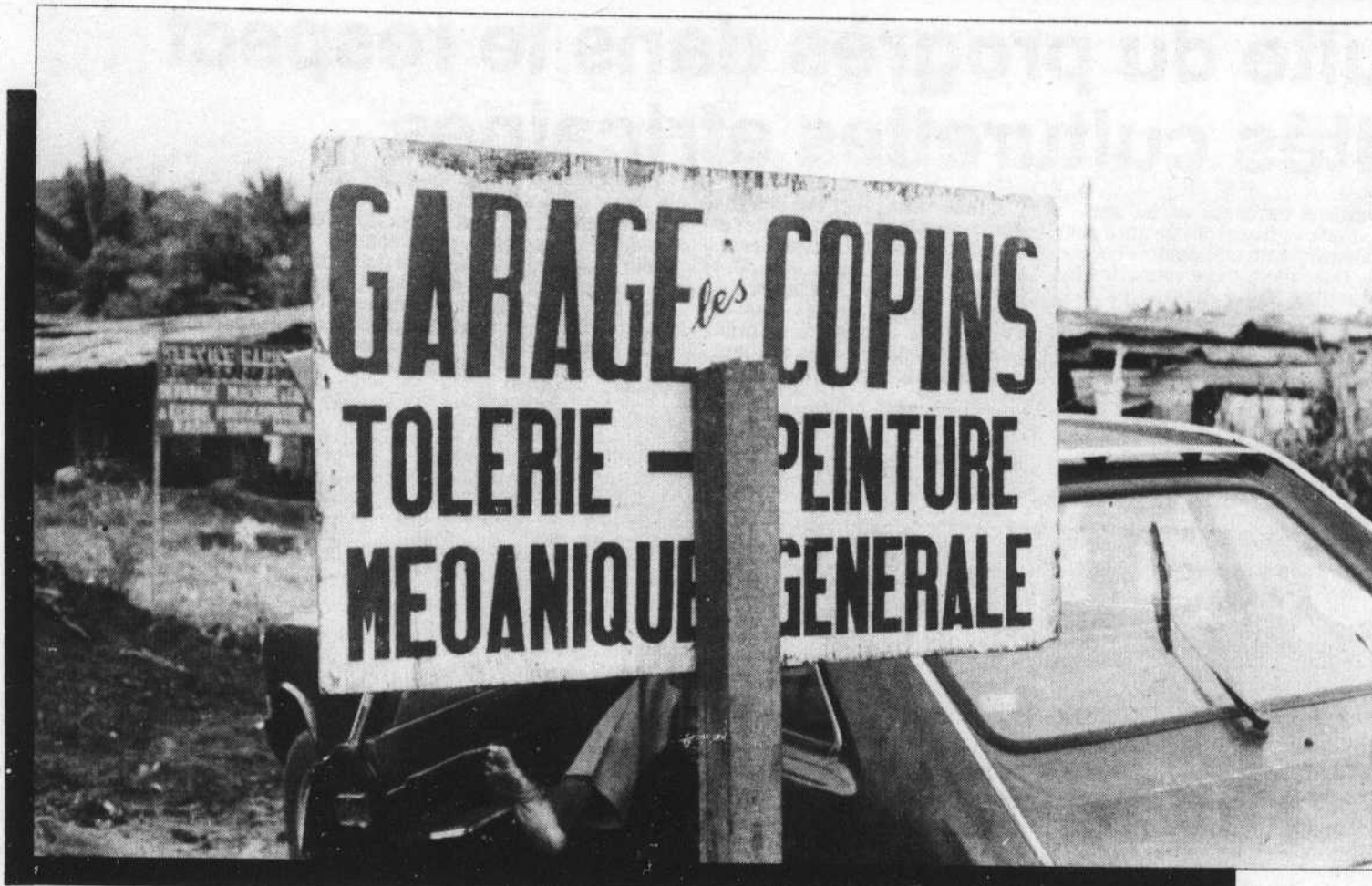


Photo CHRISTOPHE MIEN ZOK

## Francophonie et agonie des langues nationales

# Le cas de la langue Dida en Côte d'Ivoire



Fidèle Djessa Makagno

Située en Afrique occidentale, la Côte d'Ivoire compte 9,5 millions d'habitants parlant plus de 60 langues. La complexité du fait linguistique a conforté les décideurs dans le choix de la langue française comme langue officielle.

Cependant, la question d'une langue commune à tous les Ivoiriens demeure dans les esprits. C'est d'ailleurs ce qui a motivé le choix de trois langues plus ou moins véhiculaires (Dioula, Bété, Baoulé) à faire l'objet d'études, afin d'une possible vulgarisation.

Le peuple Dida se retrouve essentiellement dans le sud de la Côte d'Ivoire. L'histoire de la désagrégation de sa langue se confond avec celle de la pénétration coloniale française en Côte d'Ivoire. L'histoire du nom Lakota, qui est celui

d'une de ses principales villes, illustre bien la question. Selon les anciens, cette dénomination résulterait d'un quiproquo entre un colon et un paysan. Chargé de repérer les villages de la région, le colon a donc demandé le nom du lieu. « Lokoda », lui aurait répondu son interlocuteur, tout en pointant son doigt vers le bas. Ce qui veut littéralement dire en langue Dida : « Il y a des éléphants ici ». Loin d'être un seul terme, « Lokoda » est toute une phrase, comme le démontre sa traduction. Qu'à cela ne tienne. Des deux côtés, la cause était entendue. Pour le paysan, un Blanc armé de fusils de chasse de forts calibres ne pouvait être qu'un braconnier mandaté par l'administration coloniale. Et ce, d'autant plus que les défenses d'éléphants étaient déjà, à l'époque, très prisées dans la métropole. Le doigt pointé vers le bas, et qui vraisemblablement désignait le lieu, ne pouvait que conforter le colon dans ses certitudes. « Lakota », écrira-t-il simplement pour désigner le village. À une erreur, du reste mutuelle, d'interprétation, s'est ajoutée celle d'une écriture qui ne renvoie à aucune réalité Dida. « Lakota », sans une explication, n'est qu'une des nombreuses aberrations coloniales, un barbarisme.

Cette petite histoire n'est pas un

cas isolé. On en rencontre un peu partout en Côte d'Ivoire et même dans toute l'Afrique.

La francisation de la langue Dida est aujourd'hui patente. Il est pratiquement impossible aux jeunes générations de soutenir une conversation, sans y mettre des termes français. On ne dit plus « Ato » pour désigner le père. L'usage s'est accommodé de « papa ». La mère, quant à elle, est « maman » au lieu de « Ano ». Des mots tels : « bénéfice », « parce que », pour ne citer que ceux-là, sont passés à l'usage, effaçant de la mémoire collective leur équivalent en langue Dida.

Le danger d'une telle pratique ne se trouve pas uniquement dans une possible disparition à terme de la langue, même si cela est à redouter. Le mal est que, de ce contact, est en train de naître (si ce n'est déjà fait) une autre langue qui n'est ni le français ni le Dida et qui est source d'ambiguïtés. Les mêmes mots ne désignent plus les mêmes réalités, selon qu'on est dans le registre des adultes ou celui des jeunes. Chez les premiers cités, on traduit littéralement la langue Dida en français. Tel ce père de famille qui, content de voir ses enfants manger avec appétit, leur lança : « Mangez-vous mes enfants. C'est mon poche qui vous mange ». Pour dire tout simplement : « Manger mes en-

fants. Vous le devez à la sueur du front de votre père. » Quant à la jeunesse, elle ne peut qu'aimer parler le français dans un environnement où tout, ou presque, concourt à la disparition des valeurs ancestrales. Il n'est pas rare de voir des parents interdire l'usage de la langue maternelle à leurs enfants. Allant jusqu'à assimiler le village qui devait en être le sanctuaire à un véritable nid de mauvais esprits. D'où son interdiction formelle aux enfants.

La volonté d'aider le français à supplanter nos langues maternelles ne date pas d'hier. Les souvenirs du « Symbole », cette chaîne faite de vieilles boîtes de conserves et de coquilles d'escargots, qu'on vous mettait au cou pour avoir parlé le « patois », sont encore vivaces. Et que dire de l'ignorance coupable de nos confrères de Radio-Abidjan qui, dans un passé récent, parlaient de langues vernaculaires ? Certes, l'époque, où l'on proclamait haut à cette même Radio-Abidjan, qu'un homme qui ne savait pas lire (le français) était un aveugle perdu dans une forêt, est révolue. Mais il n'en demeure pas moins que l'apologie de la langue française a encore cours sous des formes raffinées. L'institutionnalisation d'une certaine conférence sur la francophonie (avec notre bénédiction) en est la parfaite illustration.

DOSSIER FRANCOPHONIE

# La poursuite du progrès dans le respect des identités culturelles africaines



Ousmane Pouye

munauté de destin qui les unit.

Ainsi, la francophonie aura pour mission parmi tant d'autres encore, de faire davantage connaître les identités culturelles des nations africaines et de mettre en exergue le potentiel d'échange et d'enrichissement mutuels, tout en veillant à ce que chacun reste soi-même.

Il faut remarquer que la sauvegarde des identités culturelles est une hantise caractéristique des leaders africains dans n'importe quelle organisation internationale à laquelle ils participent. C'est devenu alors chanson commune même si la plupart des « routiers » ne sont pas souvent convaincus de

la cause qu'ils soutiennent.

Maintenant, s'il faut respecter les différences d'ordre culturel au cœur de la communauté, cela doit se faire au nom d'une mission encore plus noble qu'est le combat pour le développement et la paix. C'est là peut-être un cachet culturel caractéristique de la francopho-

nie et que tous les pays membres se doivent de respecter.

En attendant le rendez-vous au Québec de 1988, on peut au moins s'assurer que la mission de la francophonie a déjà transcendé la question des particularismes civilisationnels pour que l'on n'y s'attarde plus dans l'avenir.

**L**e problème des identités culturelles africaines au sein de la francophonie constitue un aspect très délicat auquel la communauté francophone a de tout temps fait face. Il réside dans le contact entre les langues africaines chargées de cultures et de civilisations spécifiques très diversifiées et la langue française porteuse d'avenir de la communauté.

Cette rencontre de cultures qui souffre beaucoup de l'incompréhension de certains qui voient dans la francophonie un instrument de domination d'une culture sur tant d'autres, ne peut-être exploitée objectivement que dans le sens du progrès. En tout cas, le dernier sommet de la francophonie nous enseigne que les leaders africains qui ont participé aux travaux, ont choisi de « délivrer en français les messages du progrès ».

Une des tâches de la francophonie est de combattre pour le rayonnement de la langue française et l'affirmation d'une culture francophone dans la voie de l'avènement de « la civilisation de l'universel ». En effet, elle n'entend aucunement faire fi des spécificités culturelles. Au contraire, elle entreprend de les promouvoir à un rang digne de respect au sein d'une communauté qui a profondément pris conscience de la part prépondérante des cultures dans tout processus de développement.

La langue française, pivot de la francophonie, est un instrument de communication, de dialogue entre les pays de la communauté, une langue de travail qui leur appartient. Autour de cette idiome gravite un arsenal d'éléments culturels et linguistiques complexes. Au nom du progrès commun, cette situation impose à travers un échange fructueux entre pays membres, le respect des valeurs de l'autre.

Il est hors de doute que toute langue se veut le véhicule d'une certaine culture. Or la culture et indéniablement un système de valeurs, un ensemble de règles et de comportements spécifiques à un milieu, à un peuple, à une race. En fait, l'individu qui veut, pour une raison ou pour une autre, posséder une langue étrangère, doit se plier aux nouvelles exigences requises pour un meilleur apprentissage. Cela va de soi qu'il devra subir une nouvelle expérience culturelle capable même de modifier chez lui des habitudes depuis longtemps acquises. Il est vrai qu'on ne peut mieux connaître une langue qu'à travers la culture qu'elle véhicule. C'est le cas du français qui est l'épine dorsale de la communauté francophone.

Alors, pour baliser la voie du développement, les pays qui ont en commun son usage écartent tout risque d'acculturation et mettent en avant un esprit d'ouverture en faveur d'un épanouissement culturel, harmonieux et efficace pour la sauvegarde des intérêts de la com-

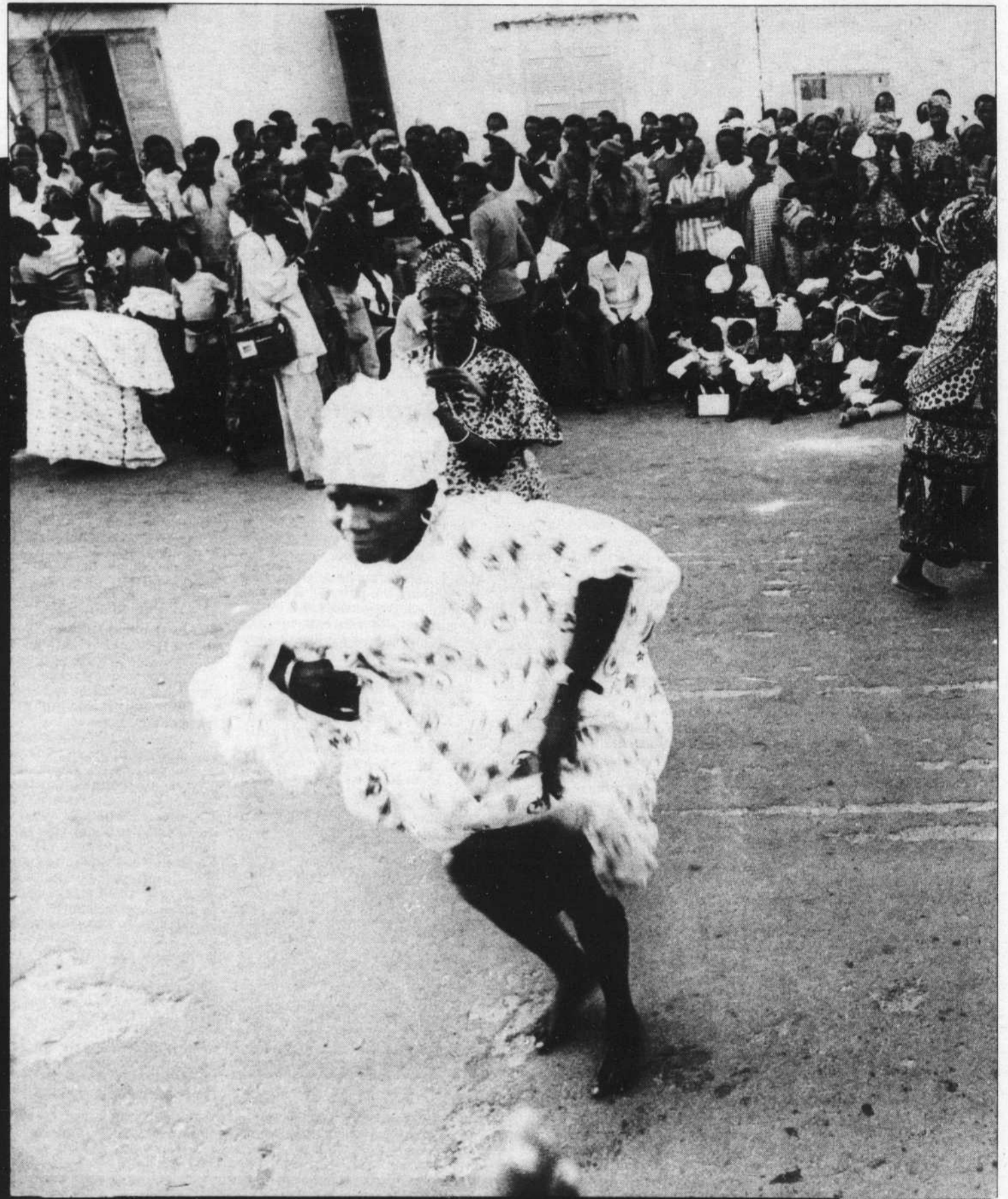
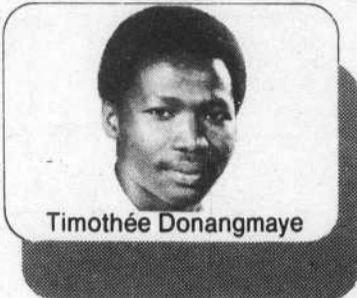


Photo ANTOINE DESILETS

# La langue française au service du développement

## RELATIONS QUÉBEC AFRIQUE



Timothée Donangmaye

**D**u 15 au 27 mai 1986, le ministre québécois des Relations internationales, M. Gil Rémillard, se rend en visite en Afrique. Fait remarquable, il est accueilli dans trois capitales francophones : Tunis (Tunisie), Dakar (Sénégal) et Abidjan (Côte d'Ivoire). Le Canada français se préparerait-il à mettre le paquet en Afrique ?

Et si oui, quel est l'intérêt d'une telle ouverture pour l'Afrique francophone et pour le Québec ? Que peut bien représenter une province d'un pays pour des contrées indépendantes et souveraines ? Autant de questions que l'on est en droit de se poser à l'heure de ce qu'on peut appeler l'offensive de charme du Québec en direction des pays d'Afrique.

### Le Canada : un pays neuf

Situé en Amérique du Nord, dans le Nouveau-Monde, le Canada est un pays relativement jeune. Comme les pays africains, il connaît, lui aussi, à un moment de son histoire, la domination étrangère (britannique) avant de devenir indépendant. Et ce passé lui vaut bien de sympathie de la part des pays d'Afrique.

C'est dans ce pays que se situe la province de Québec, le bastion de la francophonie en Amérique du Nord.

Cette position stratégique en plein cœur de l'un des royaumes de la technologie et de l'anglais est d'un intérêt qui n'échappe certainement pas aux francophones d'Afrique, ceux qui se trouvent chaque jour confrontés au problème de langue dans les échanges internationaux. Ils peuvent par exemple accéder au marché nord-américain de la technique par le canal du Québec.

### Réelles possibilités de coopération

Le Québec, de par sa taille et sa population modeste est un modèle intéressant à suivre. Les expériences réalisées au Québec peuvent aider les pays francophones d'Afrique à concevoir des plans de développement adaptés à leurs réalités. Par sa qualité l'assistance québécoise peut leur être bien utile. Elle a également l'avantage de résoudre le problème de langue.

L'une des principales formes d'assistance du Québec à l'Afrique est justement l'envoi de professeurs et de techniciens dans différents domaines ainsi que l'attribution des bourses d'études dans les universités québécoises.

Les pays francophones africains tablent sur l'exploitation de leurs



richesses naturelles pour promouvoir l'épanouissement social de leurs peuples. Ayant déjà collaboré avec nombre de pays développés, ils peuvent à présent essayer les méthodes québécoises.

Il est intéressant de noter que les entreprises du Québec, depuis quelque temps, sont de plus en plus présentes dans le secteur industriel en Afrique et semblent bien s'intégrer, notamment à cause de la langue française.

De leur côté, les pays francophones d'Afrique, avec une population d'environ deux cents millions d'âmes, constituent un grand marché d'écoulement de produits manufacturés québécois.

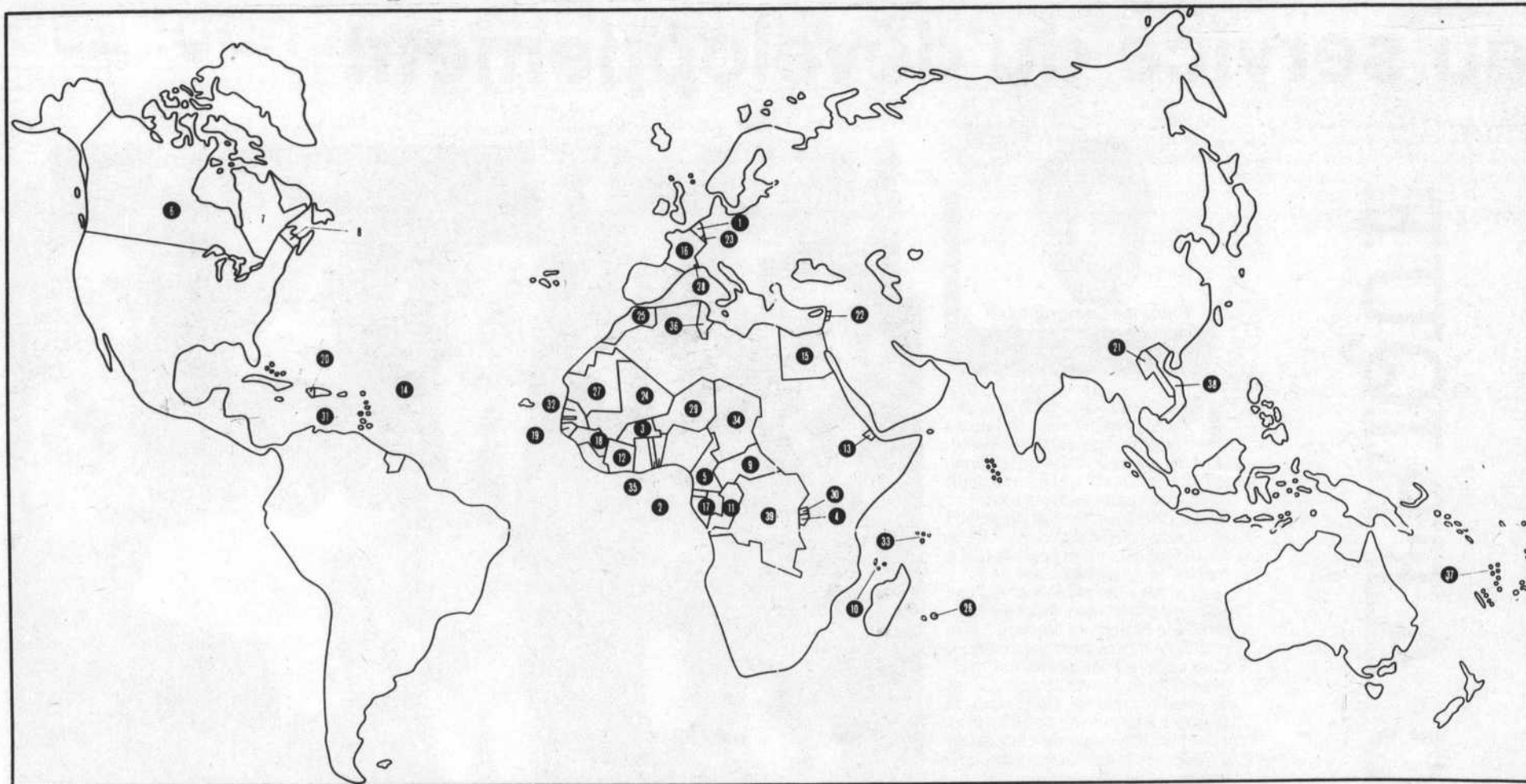
### Cadre adéquat et information

Si les relations entre les pays francophones d'Afrique et le Québec peuvent être profitables de part et

d'autre, il faut qu'elles se déroulent dans un cadre clairement délimité. Cela éviterait à ces pays de faire les frais d'une éventuelle querelle d'autorité entre le gouvernement de Québec et celui d'Ottawa.

Le Québec gagnerait également en se faisant mieux connaître par l'opinion africaine. Pour l'heure, à l'exception d'une certaine classe, minorité privilégiée, peu d'Africains savent ce que peut bien être le Québec.

# La francophonie dans le monde



| No | Pays                        | Population | Capitale       |
|----|-----------------------------|------------|----------------|
| ①  | Belgique                    | 9,900,000  | Bruxelles      |
| ②  | Bénin                       | 4,005,000  | Cotonou        |
| ③  | Burkina Faso                | 7,000,000  | Ouagadougou    |
| ④  | Burundi                     | 4,631,000  | Bujumbura      |
| ⑤  | Cameroun                    | 9,714,000  | Yaoundé        |
| ⑥  | Canada                      | 25,605,000 | Ottawa         |
| ⑦  | Québec                      | 6,400,000  | Québec         |
| ⑧  | Nouveau-Brunswick           | 710,000    | Fredericton    |
| ⑨  | Centrafricaine (République) | 2,567,000  | Bangui         |
| ⑩  | Comores                     | 457,000    | Moroni         |
| ⑪  | Congo                       | 1,595,000  | Brazzaville    |
| ⑫  | CÔte d'Ivoire               | 9,797,000  | Abidjan        |
| ⑬  | Djibouti                    | 364,000    | Djibouti       |
| ⑭  | Dominique                   | 95,000     | Roseau         |
| ⑮  | Égypte                      | 47,000,000 | Le Caire       |
| ⑯  | France                      | 55,000,000 | Paris          |
| ⑰  | Gabon                       | 1,050,000  | Libreville     |
| ⑱  | Guinée                      | 5,500,000  | Conakry        |
| ⑲  | Guinée-Bissau               | 800,000    | Bissau         |
| ⑳  | Haïti                       | 6,585,000  | Port-au-Prince |

| No | Pays         | Population | Capitale      |
|----|--------------|------------|---------------|
| ㉑  | Laos         | 4,000,000  | Vientiane     |
| ㉒  | Liban        | 2,668,000  | Beyrouth      |
| ㉓  | Luxembourg   | 360,000    | Luxembourg    |
| ㉔  | Mali         | 8,053,000  | Bamako        |
| ㉕  | Maroc        | 23,602,000 | Rabat         |
| ㉖  | Maurice      | 1,050,000  | Port-Louis    |
| ㉗  | Mauritanie   | 1,800,000  | Nouakchott    |
| ㉘  | Monaco       | 30,000     | Monaco        |
| ㉙  | Niger        | 6,115,000  | Niamey        |
| ㉚  | Rwanda       | 6,000,000  | Kigali        |
| ㉛  | Sainte-Lucie | 120,000    | Castries      |
| ㉜  | Sénégal      | 6,520,000  | Dakar         |
| ㉝  | Seychelles   | 76,000     | Victoria-Mahé |
| ㉞  | Tchad        | 5,018,000  | Ndjamena      |
| ㉟  | Togo         | 2,923,000  | Lomé          |
| ㊱  | Tunisie      | 7,209,000  | Tunis         |
| ㊲  | Vanuatu      | 125,000    | Port-Vila     |
| ㊳  | Vietnam      | 59,450,000 | Hanoï         |
| ㊴  | Zaïre        | 33,000,000 | Kinshasa      |

# Comme une vaste famille



Jean Bosco Simgba

On estime à 380 millions, dont 120 millions de locuteurs, le nombre d'habitants que regroupe l'ensemble des pays qui utilisent, ne serait-ce que partiellement, la langue française. En fait, il est difficile de déterminer avec exactitude le nombre de francophones vivant sur notre planète. Les chiffres varient d'un rapport à l'autre. Ceux que nous vous indiquons plus haut sont tirés du rapport de M. Assane Seck. Ce rapport a été présenté à l'occasion d'un colloque de l'Agence culturelle de coopération technique (Bordeaux, mars 1985). Onzième langue la plus utilisée, le français jouit d'une position appréciable sur le plan international. En fait, il est — avec l'anglais — la seule langue maternelle, officielle ou d'enseignement présente sur les cinq continents. La famille francophone s'en trouve très élargie... en dépit de sa diversité.

La francophonie ? Un bien grand mot. Pour les uns, elle signifie l'appartenance à une même communauté linguistique : le français. L'objectif visé ici est de faciliter les échanges et coopérations diverses. Pour d'autres, par contre, la francophonie n'est qu'un système qui sert à maintenir les anciennes possessions françaises dans le giron de la métropole. Il est clair cependant que la francophonie, c'est d'abord la réalité de quelque centaines de milliers de francophones disséminés à travers le monde. Liés les uns aux autres par cet étrange phénomène qu'est la langue. Les grands pôles géographiques francophones demeurent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Afrique noire.

## Une présence effective...

L'appartenance à une même communauté linguistique apparaît, bien sûr, comme un lien entre les différents pays et régions. Il n'en demeure pas moins vrai que le monde francophone est divers. On distingue quatre groupes de pays dans ce vaste ensemble.

Le premier groupe est constitué par l'ensemble des pays ou des régions où se trouvent rassemblées des populations qui utilisent le français comme langue maternelle. En Europe, il s'agit, outre la France, d'une partie de la Belgique (Wallonie et Bruxelles), de la Suisse romande, du Luxembourg, du Val d'Aoste et des vallées Vaudoises en Italie, de la principauté de Monaco et même des îles Anglo-Normandes où survit un patois normand. En Amérique du Nord, on range également dans cette catégorie le Canada francophone. Et, en fait, le Québec est la seconde communauté de langue française du monde; 90 % de Canadiens francophones y vivent. Le reste est constitué par la forte minorité des Acadiens francophones des provinces maritimes et des groupes francophones de l'Ouest (Manitoba, nord de l'Alberta). En Louisiane aux États-Unis, il subsiste une communauté francophone (les Cajuns). Cette dernière est menacée d'assimilation linguistique.



Photo d'archives

## Dans les cinq continents

Les pays créolophones forment le second groupe. Le français y est langue officielle ou langue d'usage plus ou moins familière à l'ensemble de la population. Ce sont les Antilles, Haïti, la Guyane française,

les îles de la Réunion, les îles Maurice et les Seychelles.

Viennent en troisième position les pays d'Afrique noire, Madagascar, le Maghreb et le Liban. Ici, le français est employé comme langue de communication, pratiquée par une fraction de la population. Il reste que c'est en Afrique Noire —

où la langue française a été apportée par le biais de la colonisation — que se joue la partie la plus importante pour la langue de Molière.

Enfin, il existe des îlots francophones, résiduels ou marginaux, où le français n'est utilisé que par des groupes limités ou dans des situations précises (Moyen-Orient, Eu-

rope orientale, péninsule indo-chinoise...).

Hasard de l'histoire ? Nous pouvons l'affirmer sans risque de nous tromper. La langue française n'est plus la propriété exclusive du peuple français. La famille francophone est largement répandue à travers le monde.

# 380 MILLIONS D'HOMMES

# Coopération ENTRE LE CONCRET ET LE LYRISME

VINGT ANS PLUS TARD



Issa Sall

Vingt ans après le lancement de l'idée, la francophonie n'a pas encore réussi à faire l'unanimité. Lorsqu'en 1970 l'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique ou Agecoop) fut mise sur pied on pensait qu'un grand pas venait d'être franchi vers la constitution d'un commonwealth à la française. Mais depuis lors tout semble stagner, du moins jusqu'à la veille du sommet de Paris. Et on était enclin à croire que les francophones se satisfaisaient de leur Agecoop. Une sorte de UNESCO pour francophones. Avec le sommet des « pays ayant en commun l'usage du français » à Paris, la politique vient d'emboîter le pas au culturel. Ce pas en avant vers la constitution de ce que d'aucuns appellent « une communauté organique » est déjà perceptible. Reste à savoir si les démons de la division ne vont pas s'y mettre pour arrêter le processus.

Le retard dans la constitution d'un organisme francophone est dû principalement à la méfiance d'anciennes colonies à l'égard de la France. Adhérer à un tel ensemble équivaudrait pour beaucoup à l'acceptation d'un néocolonialisme voire d'une tutelle. Les réticences étaient d'ailleurs essentiellement politiques. La coopération culturelle et technique intéressait d'autre part la quasi totalité des pays francophones.

Cette coopération se fait sous l'égide de l'ACCT. Depuis 16 ans cet organisme est à la base de nombreuses réalisations culturelles. L'École de Bordeaux est une preuve du dynamisme de cette agence. D'autres actions visant à promouvoir le cinéma du sud ont été entreprises au bénéfice des réalisateurs africains surtout. Des programmes d'aide en vue de la conception d'outils pédagogiques pour l'enseignement des langues nationales ont été aussi exécutés dans de nombreux pays.

Ces diverses actions de l'ACCT figurent effectivement dans la mission de l'agence. Dans son acte de naissance il est clairement stipulé que l'ACCT doit promouvoir et diffuser les cultures des pays membres. L'agence doit aussi impulser « une nouvelle solidarité » par le « dialogue permanent des civilisations ». Cette mission, l'ACCT semble l'avoir bien accomplie. Pour preuve au sommet de Paris, il a été décidé de faire de l'agence le socle d'un organisme francophone plus politique. Cette politisation des rapports entre ces « pays ayant en commun l'usage du français » ne risquerait-elle pas de transférer les divergences politiques au sein de l'ACCT ? Des oppositions a priori fatales. On ne semble aller vers ces extrêmes. Avant le sommet de Paris toutes les opinions convergiaient vers la nécessité d'une évolution politique de l'ACCT. En 1982 le premier ministre du Canada d'alors M. Pierre-Elliott Trudeau af-

firmaient que « le projet d'une véritable francophonie internationale demeurerait tronqué » tant qu'un sommet des leaders politiques n'était réuni.

### Des problèmes de survie

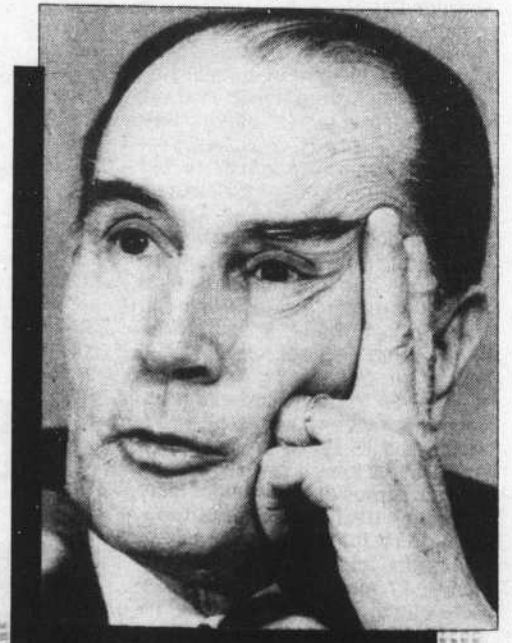
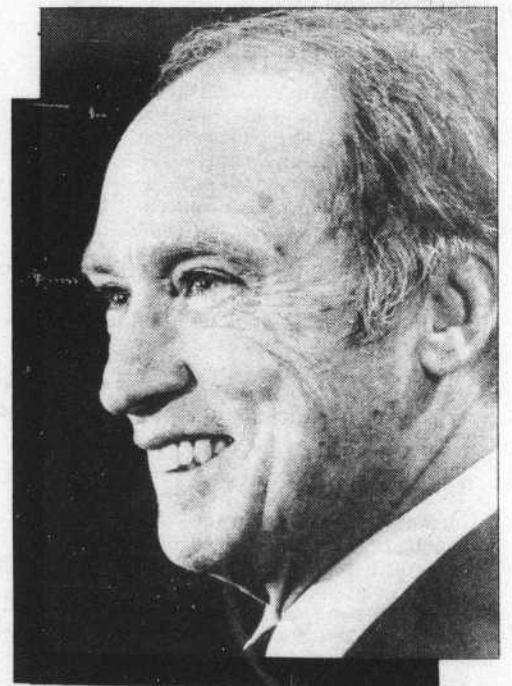
Maintenant que le sommet a eu lieu, reste à avoir « le réflexe vital » que le président français M. François Mitterrand recommande pour sauvegarder la famille francophone dont « l'identité est menacée ». À Paris tous les présents n'avaient pas de préoccupations culturelles au sens restreint du terme. Les pays du sud ont des problèmes immédiats de survie et attendent des pays du nord (France, Canada et Belgique) une solidarité sans faille au nom de la francophonie.

Cette solidarité devrait se manifester dans le cadre des revendications d'un nouvel ordre économique « plus équilibré et plus humain ». Elle devrait aussi se manifester dans le cadre de la renégociation de la dette de ces pays. Cependant on peut se demander si cette solidarité peut être autre qu'unilatérale. Des pays du sud utilisent le français pour des besoins de relations internationales et ont pratiquement tous une politique de revalorisation de leur(s) langue(s) nationale(s).

Alors la francophonie n'est-elle pas seulement pour ces pays qu'un moyen pour s'ouvrir à d'autres horizons, d'autres cultures. Pour le Vietnam, c'est ce sens-là que l'on donne à la francophonie. Pour l'un des précurseurs de la francophonie, le président Habib Bourguiba, celle-ci est « le creuset où se forge l'humanisme des différences ».

Ce lyrisme n'est pas partagé par tout le monde. Au niveau de l'ACCT même on s'est rendu compte que le culturel ne fait plus recette auprès de certains régimes politiques. En 1980 M. Dan Dicko, secrétaire général de l'ACCT à l'époque, ne déclarait-il pas d'ailleurs « qu'on ne peut faire seulement du culturel. Tout doit aller ensemble ». Ce pourrait le leitmotiv des francophones pour ne pas être « les cacophones » dont parle le président algérien Chadli Ben Jédid. Celui-ci tient d'ailleurs son pays en dehors du mouvement francophone.

À l'heure actuelle le commonwealth francophone n'a pas encore vu le jour. Il reste à imaginer une philosophie de la francophonie. Tous les francophones se parlent autour d'une table mais il est évident que les motivations ne sont pas les mêmes. S'agira-t-il d'intensifier la coopération Nord-Sud pour en faire « un facteur de développement de la francophonie » comme le suggère le président sénégalais Abdou Diouf ? Ce sera aux francophones du Nord de montrer sa disponibilité pour que la coopération souhaitée par ceux du Sud soit mise en avant dans la constitution du commonwealth des francophones.



Photos d'archives

Le premier ministre du Sénégal, M. Abdou Diouf, l'ancien premier ministre canadien Pierre-Elliott Trudeau et l'ancien président François Mitterrand ont été des artisans et des promoteurs, chacun à leur façon, du premier sommet francophone.

# Une nouvelle orientation s'impose



Stephen Nembuanyi Saakem

Dans la plupart des communautés africaines, la venue d'un enfant est accueillie dans la jubilation. Les réjouissances marquant les fêtes organisées pour célébrer la naissance ne sont pas sans objet. On assimile l'enfant au Père Noël — un cadeau en or pour les enfants. Les réjouissances deviennent alors des expressions d'amour et des cris de « longue vie » et de « prospérité » retentissent dans tous les coins de la maison. Enfant chéri des pays où la langue française est en usage, la francophonie répondra-t-elle aux attentes ?

La venue de la francophonie semble susciter certaines inquiétudes à l'échelle nationale et internationale. Plusieurs analystes prétendent qu'il est probable que son succès suscitera quelque scepticisme. Mais son premier sommet, qui s'est tenu à Paris en février dernier, s'est achevé avec la définition d'objectifs précis. Parmi ceux-ci, il faut signaler la consolidation de la technologie de l'information et de la communication, la promotion de la coopération économique internationale ainsi que le développement de l'éducation dans les pays membres.

Le sommet a suscité de la fierté dans le pays hôte. C'était la première fois que le leader français, François Mitterrand, rassemblait les représentants de 39 États venant des cinq continents. Ce fut une des rares occasions où l'on vit un sourire accroché aux lèvres du président français.

## Il faut définir les principales priorités

Pendant que les délibérations se terminaient sans accroc, le sommet a semblé renforcer la position française. Le projet de francophonie aurait été tué dans l'oeuf si la France avait voulu maintenir une poigne de fer sur ses partenaires dans l'espoir de les tenir sous sa coupe. On croit cependant que la France ne cherchera pas à imiter les États-Unis, qui se présentent comme les maîtres du monde. Le retrait des USA de l'UNESCO (l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) parce que celle-ci n'est pas parvenue à fonctionner dans les limites prescrites par les États-Unis, de même que les récentes attaques sur la Libye illustrent leurs efforts pour dominer le monde.

Il semble que le leader français soit conscient du fait que la francophonie ne repose pas encore sur des assises solides. C'est la raison pour laquelle il a déclaré que la nouvelle initiative s'attachera à développer la solidarité parmi les États membres, sans discrimination. Il est possible que de telles remarques aient été faites à la suite des critiques exprimées par certains pays africains qui voient dans la francophonie un néo-colonialisme déguisé. Mais certains observateurs doutent encore, comme c'est souvent le cas chez les politiciens, de la fermeté de telles déclarations.

## Un meneur dans la technologie de la communication

De même, la francophonie est maintenant entrée dans le tissu de la vie des Québécois. En technologie de la communication, le Québec a une longueur d'avance sur ses partenaires francophones. Il ne serait pas étonnant de voir le Québec vendre ses produits à la France et à d'autres pays amis. Les Québécois ont mis la langue française à jour en créant un dictionnaire de la science informatique.

Ce pas de géant brise le monopole de la langue anglaise à titre de langue principale en science. On croit que la langue française deviendra aussi populaire que le chinois et l'anglais. Ces langues ont acquis leur notoriété après avoir été adoptées par une majorité de la population mondiale. En « revampant » la langue française, il sera plus facile d'effectuer le transfert de technologie aux autres membres de la francophonie.

Les programmes d'échanges internationaux relèvent de cette initiative visant au transfert de la nouvelle technologie en communication. Fondé en 1975, l'Institut international de la communication a accueilli la nouvelle génération de journalistes africains. Des cours offerts au Canada et en France sont mis sur pied dans le cadre de la francophonie. Le fait de grouper les étudiants en journalismes africains à la fin de leur cours va concrétiser les efforts pour répandre la nouvelle technologie dans la zone dite de « la francophonie ».

## Conflit culturel

S'il faut admirer ces buts louables de la francophonie, il semble éga-

lement qu'on doive voir que ces objectifs rallument l'animosité entre les groupes rivaux. Cette vague, les pays bilingues la ressentent fortement. Les défenseurs du français mènent une guerre de mots pour bannir l'anglais.

Au Québec, les Citoyens et citoyennes pour un Québec français (CQF), font des pressions pour conserver dans son intégralité la loi 101 adoptée pour faire échec à la langue anglaise. Dans son désir de préserver la culture française, il semble que le groupe fasse des demandes exagérées. Dernièrement, le CQF a écarté une proposition visant à boycotter les magasins du centre-ville de Montréal où l'on sert en anglais.

Une autre décision qui risque de tendre davantage les relations entre les communautés francophones et anglophones, non seulement au Québec mais ailleurs, est celle consistant à remplacer les affiches bilingues par des panneaux uniquement en français sur les places publiques. Ce serait faire fausse route que d'adopter une décision impopulaire pour s'attaquer à ce que la plupart des Québécois appellent l'impérialisme anglo-américain dans la culture populaire.

Mais pourquoi ce conflit culturel ? La francophonie ne peut-elle pas développer ses stratégies de développement à la fois dans des systèmes bilingues et multilingues ? Toute tentative pour exterminer d'autres langues pour des fins de protectionnisme culturel, comme disent les supporteurs du français, ferait un grand tort à la francophonie. Entre-temps, il ne faut pas se plaindre car l'accession du Québec aux premiers rangs de la technologie informatique dans les communications ne s'est pas faite dans un environnement exclusivement unilingue. Le français, l'anglais et les autres langues ont toutes droit de cité même si l'opinion publique a un parti pris pour la langue française.

Même si le français demeure une langue d'unité culturelle parmi ses usagers de la francophonie, elle ne doit pas servir d'aune de mesure pour jauger les succès du développement. Tout ce dont le groupe a besoin c'est de passer de la guerre des langues à la définition, pratique et efficace, de ses objectifs. C'est alors seulement que la francophonie pourra devenir une source d'émulation pour les autres pays. (traduit de l'anglais)

# L'Afrique et les implications socio-économiques de la francophonie



Wilfred Nkong Makoge

culture, la politique et l'économie sont inséparables.

## Qui perd, qui gagne ?

Comme indiqué plus haut, l'Afrique francophone et les autres États membres vont certainement tirer certains bénéfices à faire partie du club de la francophonie. Par le moyen de la coopération, des biens économiques, du savoir-faire technologique moderne et du capital seront importés de France et d'autres pays développés membres du groupe. Sur le plan de la culture, divers États membres vont imiter les aspects positifs de l'un l'autre et vont les fonder pour s'adapter plus facilement dans les communautés multiculturelles. En politique, les États membres de la francophonie vont peut-être devenir plus forts puisqu'ils seront susceptibles de parler d'une voix unique sur les tribunes internationales, avec l'appui de la France. Mais tous ces bénéfices vont être semblables à ceux tirés de l'ère coloniale. Il y aura un grand déséquilibre entre, d'un côté, les gains réalisés par les pays du Tiers-Monde, membres de la francophonie, et, d'un autre côté, les gains réalisés par la France, en particulier, et les autres pays développés.

Sur le plan économique, la communauté francophone va fournir à la France l'occasion de poursuivre poliment sa domination économique et son contrôle sur ses anciennes colonies. Nul ne sera en mesure de signer un accord économique avec une autre puissance sans la connaissance et l'assentiment de la France. Les monnaies des anciennes colonies françaises vont continuer d'être associées au franc français.

En politique, la francophonie va donner à la France la chance de réaliser son souhait qui, depuis de Gaulle, est de former une troisième force dans les affaires mondiales. Cette union servira à contrer ce que la France considère comme étant une conspiration de la communauté anglo-saxonne pour dominer le monde. Avec le support de la francophonie, la France va influencer la politique internationale même dans des organisations telles que l'OUA (l'Organisation de l'unité africaine) et le Mouvement des non-alignés, dont elle n'est pas membre. En un sens, la France semble la plus grande bénéficiaire de la communauté francophone.

De tous ces horizons, nous avons la perception que la francophonie implique l'absorption de la culture de certains membres. C'est également une tentative de la France de garder la main haute sur ses anciennes colonies — un esclavage dont la plupart des pays africains indépendants tentent de se libérer. C'est une tentative pour diviser encore davantage le monde en camps ennemis. La francophonie est par conséquent du colonialisme déguisé, du néo-colonialisme poli et une guerre de l'équilibre des puissances. Ceci est contraire aux aspirations africaines de liberté, de développement et de neutralité. (traduit de l'anglais)

# BILINGUISME

# La francophonie face au défi informatique



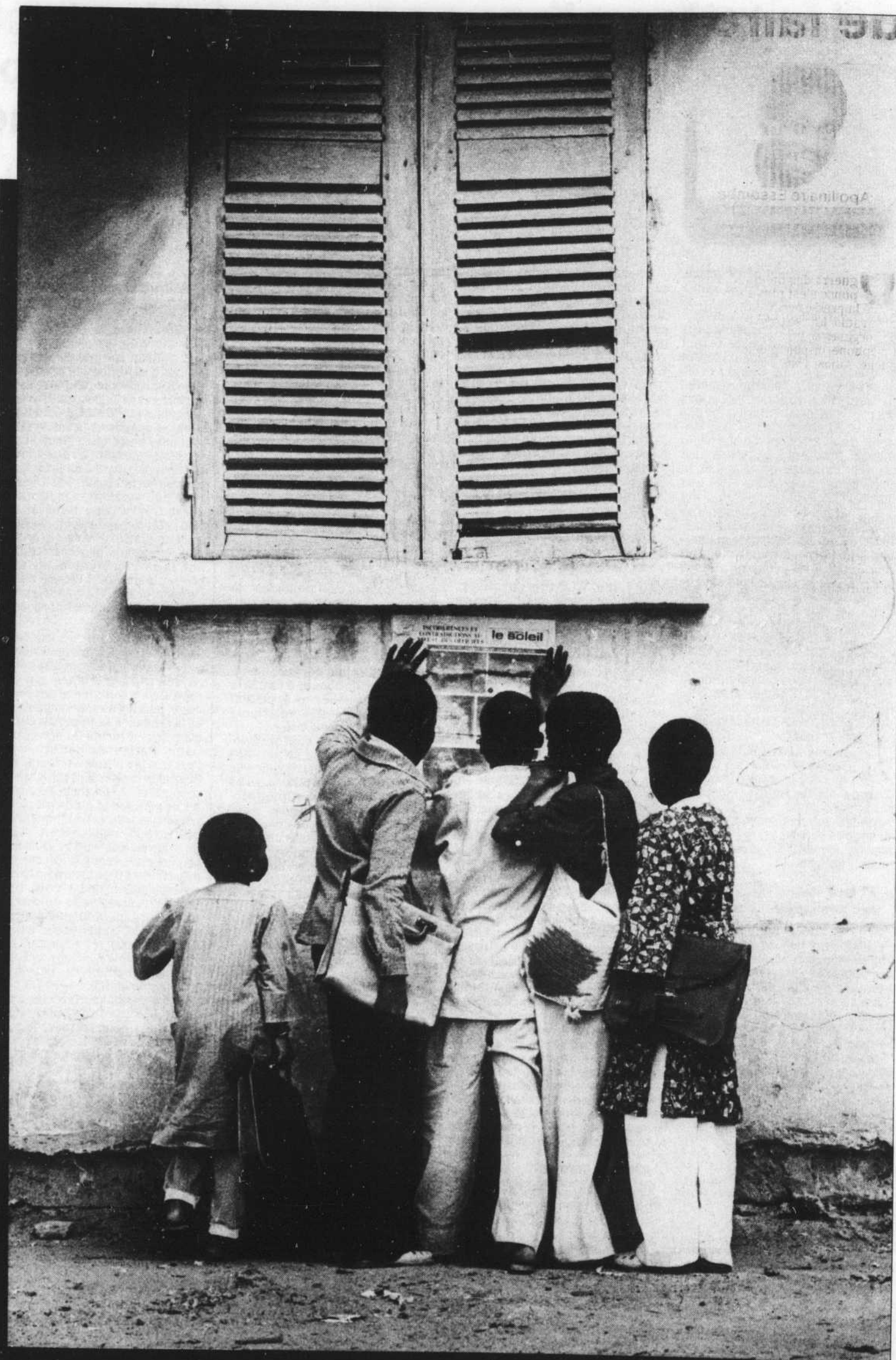
Jean-Claude Nganfack

**O**u bien la langue française saura maîtriser l'informatique, ou bien en peu d'années elle cessera d'être un moyen important de communication dans le monde ». Cette phrase du président français résume un des enjeux majeurs de la francophonie : franciser le langage des ordinateurs.

Ce qui fonde la différence entre un ordinateur et un cerveau, c'est le logiciel. En effet, alors que les neurones fonctionnent en autonomie, les circuits d'ordinateurs ont besoin d'être programmés. Dans le jargon informatique, le logiciel désigne tout programme conçu dans un langage codé et destiné à la vente. Pour éviter qu'on assiste à la formation de « peuples programmeurs et de peuples programmés », les pays francophones doivent mettre leur imagination en branle. Ils doivent rattraper le retard qu'ils accusent par rapport au lobby anglophone.

Au Québec comme en France, des entreprises se spécialisent de plus en plus dans l'élaboration de programmes compétitifs. La France est actuellement le second producteur de logiciels, après les U.S.A. Un rang honorable, mais quand on regarde le pourcentage des logiciels francophones par rapport à ceux « d'en face », force est de constater que le combat est loin d'être gagné.

Le Président Directeur-général de Logidisque que nous avons contacté par téléphone est optimiste : « Les produits québécois sont devenus des best sellers sur le marché américain ». A-t-il déclaré. Reste à les faire accepter par des utilisateurs francophones auprès desquels ils jouissent parfois d'un préjugé défavorable.



# Les francophones se doivent de faire face à la concurrence anglophone



Apollinaire Essomba

Qui sortira vainqueur de la guerre des médias ? La réponse n'est plus à chercher entre la presse écrite, la télévision et la radio. Elle se trouve au niveau des organes de presse francophone, lusophone, hispanophone et anglophone. Aujourd'hui, on parle de plus en plus de complémentarité entre les moyens de communication. Parallèlement, la bataille semble avoir changé de décor. Elle s'est déplacée du domaine technique vers le culturel.

Les médias francophones deviennent ainsi un cheval de bataille pour la francophonie. Leur rôle : tenter, sinon de renverser l'hégémonie anglophone, du moins de lui soutirer des concessions. Une question se pose alors : les médias francophones sont-ils à la hauteur de leur mission ?

On distingue deux principaux types de radios : les nationales et internationales. Les premières visent avant tout le public des pays dans lesquels elles émettent. Elles atteignent aussi, très souvent, les habitants des zones frontalières. En Afrique centrale, Radio-Zaïre est captée en Angola, au Burundi, au Cameroun, etc. De même, les « ondes longues » françaises diffusent jusqu'en Grande-Bretagne, en Suisse, en Belgique et même... au Maghreb.

## Radios internationales

Les radios internationales, elles, s'adressent à plusieurs pays à la fois. Elles le font parfois sans l'accord des pouvoirs publics de ceux-ci. Radio-France internationale (RFI), l'un des géants de cette catégorie, émet 24h/24 en français. Son émission « Canal tropical » — variétés africaines et caraïbes — est l'émission francophone la plus écoutée au monde. Sa réception reste médiocre au Cameroun (Afrique), à Madagascar (océan Indien), en Norvège, en Finlande et en Grèce (Europe). Dans le Pacifique, RFI manque d'écoute confortable. Le futur émetteur du Sri-Lanka devra combler ce vide.

En Afrique, deux radios internationales montent en force : Radio méditerranéenne internationale (Médi 1) et Africa numéro 1. Basée au Maroc, Médi 1 couvre le nord du continent. Africa numéro 1, située au Gabon, pour sa part, opère dans la zone sub-saharienne. Elle compte aujourd'hui 15 millions d'auditeurs réguliers contre 25 millions pour Médi 1. Son audience est en nette augmentation : à Abidjan (Côte d'Ivoire), elle est passée de 19 % à 35 % en trois ans.

## Menace américaine

La TV francophone a connu une poussée considérable ces dernières années. Création d'une deuxième chaîne en Tunisie; naissance d'une commerciale en France et de « Canal Plus ». La TV5 s'est donné pour

objectif, entre autres, de « développer la présence francophone dans la télévision internationale ». L'émission « Espace francophone » est diffusée par 33 pays des cinq continents.

En Afrique, le nombre de stations augmente. Notamment au Maroc, Sénégal, Côte d'Ivoire, Mali, Gabon, Burkina Faso, Congo et Bénin. Au Proche-Orient, le Liban diffuse environ 120 heures par mois. Malgré cet essor relatif, il se pose un problème : les programmes. La plupart des pays africains dépendent de la France dans ce domaine. Les médias francophones sont obligés de recourir à des produits non francophones. À cause d'un manque de structures de programmation, « Canal Plus » passe des contrats avec des équipes sportives américaines et australiennes.

Le grand problème demeure la concurrence américaine. Le Québec l'illustre assez bien. Radio-Canada est boudée par les téléspectateurs québécois qui « réclament des mesures visant à l'amélioration des émissions francophones ». Il ne s'agit pas d'une simple lutte linguistique. Car les Québécois préfèrent la TV américaine à la canadienne anglophone. Cette situation pourrait bientôt apparaître dans d'autres pays à la faveur de la prolifération des satellites.

## Peu de publications économiques

Les publications les plus lues sont : *Paris-Match*, *Elle*, *L'Express* et *Le Monde*. Le Québec détient de nombreux quotidiens solidement implantés. À côté d'eux, un réseau d'hebdomadaires regroupés en Association. En Afrique, on peut citer *Le Soleil* de Dakar, *L'Union* de Libreville et *Cameroun Tribune*. La Belgique compte 23 quotidiens. Malheureusement, ceux-ci connaissent des problèmes de gestion.

La diffusion de la presse est limitée à l'étranger. Plusieurs raisons à cela : coût élevé du transport aérien, manque d'entreprises de distribution, augmentation du prix du papier, etc. Les publications économiques sont maigres. La majorité des grands titres internationaux sont anglophones : le *Wall Street Journal*, le *Financial Times*, l'*International Management*, etc. Par contre, la photo one francophone connaît du succès. Elle compte les meilleures agences du monde : GAMMA, SYGMA, SIPA et l'AFP aussi.

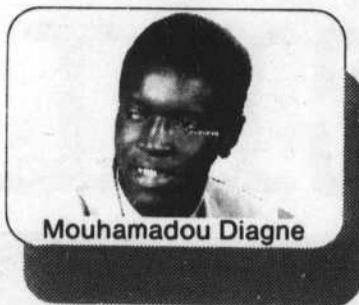
Source : *État de la francophonie dans le monde, 1985*.

# MÉDIAS



## Informatique et médias d'information en Afrique francophone

# Une prise de conscience s'impose d'urgence



Mouhamadou Diagne

L'avenir des médias d'information dépend des nouvelles technologies.

Cependant, leur insertion en Afrique ne va pas sans difficultés...

« Francophonie et développement », « Francophonie et communication »... Ce sont les mots-clés qui ont surgi lors du premier sommet des chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français, réunis à Paris du 17 au 19 février 1986. Le rapport final de cette conférence accorde une place de choix à la communication, notamment à l'informatique qui doit révolutionner le monde des médias.

Les nouvelles technologies en matière de communication et la diffusion des connaissances dites scientifiques sont particulièrement importantes pour l'espace francophone.

Bien plus, elles intéressent également le continent africain, étant donné que l'avenir même de l'espace francophone sera lié au développement de la science et de la technologie.

Pour ne citer que M. Jean Cloutier, directeur de l'Institut international de la communication dans le quotidien national ivoirien d'information, *Fraternité matin* du 23 mars 1984, il déclarait : « L'introduction des nouvelles technologies ne sera pas une catastrophe pour l'Afrique » (...); une chose est sûre, c'est que leur émergence dans nos jeunes États pourra avoir des avantages et des inconvénients quant à leur application réelle sur le terrain.

Transformations socio-professionnelles : le transfert des nouvelles technologies en Afrique permet d'accéder à un certain type de modernité au plan professionnel tant matériellement qu'intellectuellement.

Grâce donc à l'informatique et aux micro-ordinateurs, l'information sera traitée à quelques millièmes de secondes. La fameuse machine à écrire disparaîtra au profit du petit écran lumineux. De l'ordinateur qui emmagasine tout ! L'on n'entendra plus ce tumulte qui règne quotidiennement dans les salles de rédaction.

Mais les journalistes eux, quel sera leur sort ? Seront-ils réduits à n'être que de simples contrôleurs pour ne pas les appeler des « salariés presse-boutons », les « soldats du développement » ? N'obéiront-ils qu'aux lois dictées par la machine ? Se limiteront-ils seulement à la chaîne de données de l'ordina-

teur, dans un style dont les normes sont déjà calculées ? Ces questions remettent en cause la formation qu'ils ont reçue dans les écoles de journalisme ou sur le tas.

Le second problème relatif à l'insertion des nouvelles technologies en Afrique est d'ordre économique. L'Afrique, qui souffre de famine et de désertification, n'a pas encore sa propre banque de données. Aussi, l'absence d'un satellite de

diffusion directe entre ses différents États ainsi que le coût du matériel constituent un autre handicap. Au déséquilibre économique va donc s'ajouter le déséquilibre de l'information.

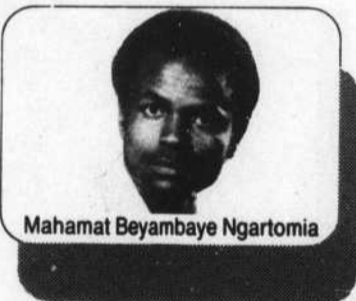
### VOLONTÉ POLITIQUE

Face donc à cette nouvelle situation, les États africains doivent trouver un canevas pour pouvoir adapter les nouvelles technologies à nos réalités. Une prise de con-

science s'impose. L'accent doit être mis sur la formation des techniciens africains hautement compétents.

Les dirigeants africains doivent canaliser leurs efforts afin de mener à bien leurs engagements vis-à-vis de leurs partenaires occidentaux. Le prochain sommet de la francophonie, qui se tiendra en 1987 à Québec, nous en dira peut-être un peu plus.

## Jouer la carte de l'utilité



Mahamat Beyambaye Ngartomia

Le sommet de Paris a défini un nouveau canevas pour la reliance du français : la maîtrise des nouvelles technologies et des médias modernes. Cette approche exprime d'abord une rupture, ou plus exactement une évolution au niveau du concept. La langue de Molière n'est plus perçue uniquement à travers la richesse de sa production littéraire ou l'élégance de son expression poétique. Le principal critère de son dynamisme est désormais son aptitude à s'adapter aux grandes mutations contemporaines.

Or, celles-ci découlent pour une large part de l'avènement des technologies dites de pointe. Du micro-ordinateur personnel aux grands satellites de communication, l'informatique et ses dérivés ont fini de nous installer dans l'univers de la « culture technologique ». Pour la communauté francophone, aujourd'hui placée devant le déferlement de cette culture, l'enjeu est de taille parce qu'il est double.

Il est évident qu'il s'agit d'abord de secouer « l'hégémonie » de l'anglais qui reste le principal véhicule de la nouvelle culture. L'exemple du Québec est édifiant, où 38 % des logiciels sont conçus uniquement en anglais. Une situation qui, pour être préoccupante, n'a cependant rien de surprenant. On estime en effet que sur les 50 principaux constructeurs d'ordinateurs au monde, 45 sont américains, un seul étant français.

Ce quasi-monopole anglo-saxon situe, du reste, l'autre enjeu du débat : l'économique. On assiste en fait à l'émergence d'un nouveau marché, celui du logiciel qui, avec l'électronique, est destiné à quelque \$ 300 milliards. Et, avec l'immense potentiel des pays en voie de développement, qui restent un terrain presque vierge, « l'industrie de la langue » s'avère bien portante.

Ne serait-ce que ce dernier enjeu explique largement l'option technologique de la famille francophone. Cependant, un flou opaque entoure encore le rôle dévolu à chacun des membres de cette communauté, particulièrement ceux d'Afrique eu égard à l'énorme retard qu'ils accusent.

Malgré de notables progrès ces dernières années, le continent noir reste encore le moins informatisé au monde. C'est ainsi que pour les ordinateurs, par exemple, il possède moins d'un pour cent du parc mondial. Dans les rares pays où ils existent, ces ordinateurs fonctionnent essentiellement avec du logiciel importé, la production locale étant nulle. Même dans le secteur de la communication, où pourtant les premiers efforts ont été entrepris, les infrastructures restent souvent en-deçà du minimum nécessaire.

Il est exact que le sommet de Paris a pris en considération ces faiblesses et même formulé des propositions. Les plus significatives ont été la création de banques de données scientifiques et techniques, la mise sur pied d'une agence francophone d'images télévisées, l'ouverture à nos pays de réseaux satellitaires déjà existants... etc.

L'examen de ces propositions révèle néanmoins des lacunes majeures. De prime abord, la décision d'ouvrir certaines banques de données à nos pays est certes un pas en avant. Car la réticence des pays industrialisés était jusque-là connue face aux appels du tiers-monde

pour un meilleur accès à l'information scientifique. Il reste que le plus gros est encore à faire, à savoir l'élaboration et la mise sur pied, en Afrique même, de banques prioritairement tournées vers les préoccupations locales. Il n'est pas certain que nos pays puissent toujours trouver dans ces structures, conçues à juste titre pour les besoins de leurs propriétaires, toutes les informations dont ils auraient besoin.

Également pour la coopération en communication, la télévision a particulièrement retenu l'attention des francophones. Mais là aussi, les termes de l'échange préconisés semblent faussés dès le départ. Le fait est que rares sont les pays africains francophones qui arrivent à couvrir ne serait-ce que 30 % de leurs besoins en programmes. De là à douter de leur aptitude à répondre aux exigences d'un échange international permanent, dans lequel ils ne seraient pas de simples récepteurs, le pas est vite franchi. Le risque est réel en tout cas de voir leur espace télévisuel, déjà suffisamment extraverti, servir de simple déversoir au trop-plein de leurs partenaires plus développés.

Toutes ces appréhensions situent la pertinence du débat que pose le ministre Québécois des Relations internationales, Gil Rémillard : « La francophonie doit offrir à tous ses membres la possibilité de faire face aux défis de la modernité ». Une telle approche suppose que les connaissances scientifiques et les acquis technologiques accumulés ces dernières années par les francophones du Nord puissent être mis, entièrement et non partiellement, à la disposition de ceux du Sud. L'idéal francophone pourra alors trouver en nos pays des alliés durables mûs par des motivations objectives et non par de simples reminiscences historiques et subjectives. C'est sans doute ce qu'entend Brian Mulroney pour qui « la francophonie doit jouer la carte de l'utilité ».



## Le Cameroun ne participe pas au sommet de la francophonie : LES RAISONS D'UN CHOIX



Richard Biang

À première vue, cela pourrait paraître paradoxal que le Cameroun, pays à forte majorité francophone ne prenne pas part à un sommet franco-africain. Cette décision le place de toute évidence dans une position pour le moins singulière en Afrique subsaharienne. Cette singularité, voulue et entretenue par les Camerounais eux-mêmes, n'est pourtant pas le fait du hasard. Elle plonge ses racines dans le contexte historico-politico-social de ce pays jaloux de son unité opiniâtrement acquise.

La francophonie, au sens courant du terme, désigne l'ensemble à la fois linguistique et géographique des individus, des collectivités et des États francophones. Cet espace englobe donc tout naturellement ceux des pays où le français existe comme langue maternelle, langue officielle ou langue d'enseignement. Aujourd'hui, 35 pays du monde prennent part aux différents sommets de la francophonie, matérialisant ainsi leur appartenance à la communauté. Mais ceci ne préjuge pas de leur volonté d'agir de concert, ni de la nature de la coopération francophone. Loin de renier son appartenance à l'espace francophone, le Cameroun, pour sa part, ne siège pas aux sommets. Les raisons de ce choix ne manquent pas de pertinence.

### Le poids de l'histoire

Lorsqu'il accède à l'indépendance le 1er janvier 1960, le Cameroun hérite d'une situation particulière. Deux États, peut-on dire, se partagent un même territoire : l'ex-Cameroun oriental est francophone, l'ex-Cameroun occidental anglo-

phone. L'usage du français par les uns et de l'anglais par les autres rend évidemment la communication et les échanges difficiles. Au niveau international, les Camerounais doivent résoudre des problèmes dont la complexité ne le cède en rien aux conflits nationaux. Tout semble diviser le pays, à commencer par les langues. Aux deux cent langues nationales existent le français et l'anglais, véritables cordons ombilicaux rattachant chacune des parties à la puissance coloniale.

Très tôt, les Camerounais vont ressentir le poids de l'histoire. Prendre part à un sommet francophone ne signifiait-il pas dans ce contexte, s'aliéner la partie anglophone ? La même question était valable au sujet de la conférence du Commonwealth. Enfin, l'hypothèse de laisser à chacune des parties le soin de s'affilier au bloc de son choix fut vite écartée : on courait le risque d'accentuer la barrière linguistique. Pour unir le pays, il fallait ménager les susceptibilités, ne léser personne. La question fut tranchée : le Cameroun ne participera ni au sommet de la francophonie, ni à celui du commonwealth. Le bilinguisme, officialisé plus tard, viendra renforcer ce choix.

### Neutralité positive

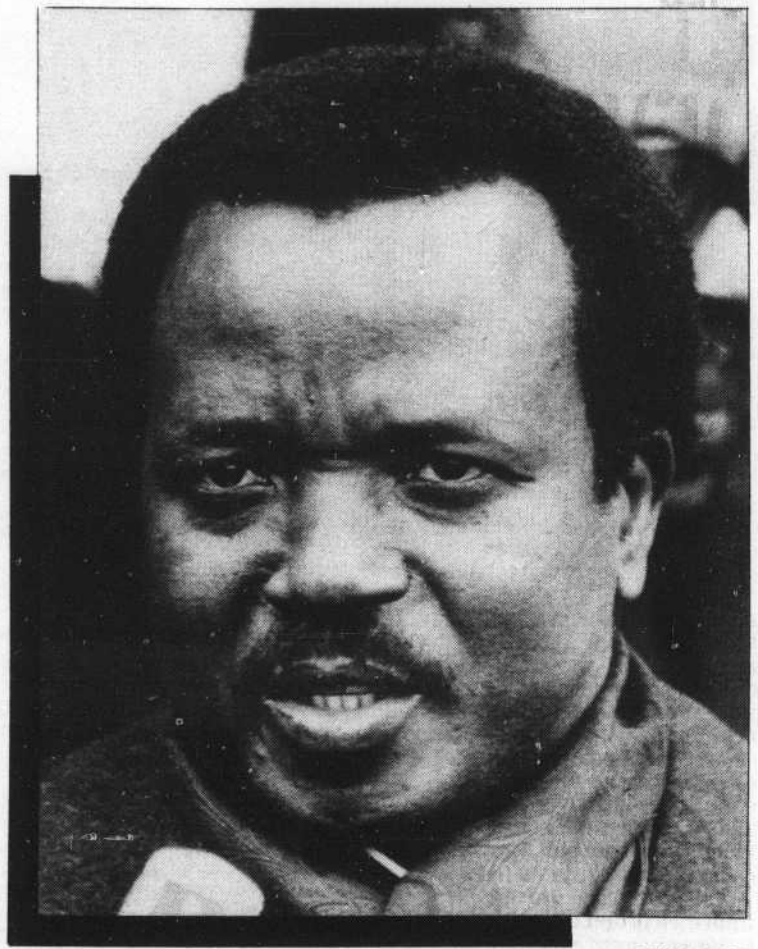
Il est important de relever que la non-participation aux assises de la francophonie ne signifie nullement ramer à contre courant. Loin s'en faut. La neutralité du Cameroun à l'égard du bloc se veut positive. Des neuf millions de Camerounais, le français reste la langue d'usage de la majorité. C'est dire que le pays ne saurait rester indifférent aux activités du monde francophone. Il y apporte sa contribution et tente d'en tirer le bénéfice nécessaire, particulièrement au sein des organismes spécialisés du bloc. Ainsi, le Cameroun participe comme État associé à l'ACCT (Agence de coopération culturelle et technique), et possède une section à l'AIPLF (Association internationale des professeurs de français). En qualité de membre, il participe aux conféren-

ces des ministres de l'Éducation, et à celles des ministres de la Jeunesse et des Sports. C'est également en cette qualité qu'il fait partie de l'AUPELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française et de l'IDEP (Institut de droit d'expression française). Membre de l'ONU, la délégation camerounaise s'exprime en français à l'Assemblée générale.

Par ailleurs, l'enseignement et la promotion de la langue française reste une préoccupation constante au Cameroun. En ce qui a trait à la promotion justement, il est intéressant de noter que l'essentiel de l'édition francophone d'Afrique subsaharienne repose sur le « Centre de littérature évangélique de Yaoundé », plus connu sous le sigle des « Éditions CLE ».

### Ni « Franco », ni « Anglo »

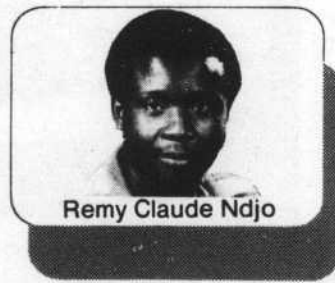
Instrument privilégié d'unification d'un peuple, la langue peut aussi en être le diviseur. Aussi comprend-on que les Camerounais soient aujourd'hui si attachés à leur bilinguisme, un des acquis précieux de l'unité nationale. Tout ce qui tend, même de façon latente, à l'ébranler est par conséquent perçu comme une fissure à cette unité. La décision de ne pas participer au dernier sommet de Paris est de toute sagacité, conforme au mot du président Paul Biya qui dit qu'au Cameroun, « il n'y a ni francophone, ni anglophone, mais des Camerounais à part entière ».



Téléphoto AP

Le président du Cameroun Paul Biya.

## Le deuxième pays bilingue du monde Cameroun et francophonie : l'éternel divorce



Remy Claude Ndjio

Le Cameroun n'a jamais participé à un sommet de la francophonie. Fait paradoxal pour un pays francophone à 70 %. De fait, la France n'a pas colonisé ce pays d'Afrique centrale, d'où la naissance de cette contradiction.

C'est en 1884 que l'explorateur allemand Nachtigal signe, avec les chefs côtiers Duala, un traité de protectorat. L'année suivante, l'Allemagne entame la conquête du territoire camerounais et son découpage administratif. Un tronçon du chemin de fer de l'époque et de nombreux bâtiments administratifs sont encore fonctionnels. En réalité, c'est l'Allemagne qui a colonisé le Cameroun. Sa défaite lors de la Première Guerre mondiale lui fera perdre toutes ses colonies, dont le Cameroun.

La Société Des Nations, par le Traité de Versailles, place le pays sous mandat français et anglais. Ces deux pays avaient collaboré pour vaincre les forces germaniques. Sur le plan juridique, l'Angleterre et la France ne devaient pas administrer le pays comme leur colonie. Mais le déclin de la Société Des Nations en 1933 et la Deuxième Guerre mondiale modifièrent la situation. La France, ayant les mains libres, administrera le Cameroun comme une de ses possessions.

La zone orientale adopte la culture française. L'histoire, la géographie et la littérature françaises sont prioritaires dans les programmes scolaires. Le pays est administré par un Haut-commissaire français. Les Anglais font de même dans la partie occidentale. Après l'indépendance, en 1960, la France demeure le principal partenaire économique et politique du Cameroun, avec 70 % des investissements. La monnaie (CFA) est une sous-monnaie du franc français.

Cette situation prévaut jusqu'en 1982. L'actuel régime du président Paul Biya cherche à diversifier ses partenaires. Pas de distinction d'ordre idéologi-

que, le pays étant un non-aligné authentique. Capitalistes et socialistes font bon ménage au Cameroun. Les deux Corée et les deux Allemagne ont leurs ambassades à Yaoundé, tout comme l'Union soviétique et les États-Unis, etc. Bref, le Cameroun pratique une politique d'ouverture. Avec cette politique libérale, la France, bien qu'étant une alliée sûre, perd une partie de son influence.

Sur le plan interne, le Cameroun doit préserver son unité acquise au prix d'énormes sacrifices. Le pays compte plus de 200 ethnies. La langue est le principal facteur de cette unité. L'anglais et le français sont obligatoires. Ce qui fait du Cameroun le deuxième pays bilingue au monde, après le Canada. Les deux entités francophone et anglophone forment un seul État. Elles ont traversé l'étape de la fédération en 1961 et celle de l'union en 1972. Face à cette réalité, une participation du Cameroun au sommet francophone l'obligerait à adhérer au Commonwealth. Sinon les anglophones se sentiraient lésés.

Tout compte fait, l'histoire et la conjoncture socio-politique condamnent le Cameroun à se dissocier du bloc francophone.

## BILLET La chauve-souris

Vous souvenez-vous de l'histoire de la chauve-souris ? Permettez que je la reprenne pour vous. Un jour, le lion, roi des animaux, rassembla ses sujets afin de collecter la dîme. Tous les animaux de la terre y passèrent, sauf un : la chauve-souris. Quant vint son tour, celle-ci sortit ses ailes, alléguant qu'elle n'était pas un animal. Furieux, le lion l'envoya s'acquitter de sa dette auprès de l'aigle, le roi des oiseaux. Mais devant l'aigle, la maligne bête rentra ses ailes, avançant que couverte de poils, elle n'appartenait pas à la famille des oiseaux.

Les mauvaises langues prétendent que c'est à ce jeu que joue le Cameroun, lors des sommets de la francophonie et du Commonwealth. Résultat : il participe aux deux, sans appartenir à aucun. Sacrés Camerounais.

— Richard Biang

# FRANCOPHONIE, FEMME ET DÉVELOPPEMENT



Anne-Marie A. Fall

« La francophonie sera-t-elle unisexue ? » écrivait Gloria Escobel, dans le magazine *La vie en rose* d'avril 1986. Notre consoeur pointait alors du doigt un fait grave, inqualifiable au sortir de la décennie de la femme. Déjà sous-représentées au sommet francophone de Paris, quatre au total dont deux du Sud, les femmes ont été encore une fois considérées comme des quantités négligeables, dans les projets d'échange et de développement adoptés lors de cette grande réunion.

Nulle part dans l'ordre du jour ne figure un projet ou dossier spécifique aux femmes. On ne fait nullement mention de leur situation en Afrique, ni de leur participation au développement de leurs pays. Pourtant nul n'est sans ignorer qu'elles sont le pilier de l'économie africaine. La main-d'oeuvre agricole est assurée à plus de 50 % par les femmes, au Togo, au Bénin, au Nigéria, 80 % à 90 % de femmes occupent le commerce. Très peu me direz-vous, mais assez suffisant pour affirmer que contrairement à ce qu'on pense en Occident : les femmes sont intégrées au développement de l'Afrique.

Si nous prenons l'exemple des couples diolas au sud du Sénégal, nous remarquons que, là-bas, aussi bien les tâches que les revenus sont partagés entre les conjoints. Après avoir mis en commun les produits nécessaires à l'entretien familial, l'homme comme la femme disposent comme ils l'entendent de leurs revenus. Une situation qui permet à la femme son autonomie financière.

L'autonomie financière, c'est là le noeud du problème des Africaines. En effet malgré leurs gros efforts à la maison, dans les champs, etc., la plupart d'entre elles sont spoliées. Aussi le Canada a, dès le sommet de Paris, annoncé qu'il accorderait une attention particulière aux femmes dans le cadre de l'aide au développement.

D'ailleurs le gouvernement fédéral a annoncé le 6 mai dernier à la Chambre des communes, le lancement d'une opération Afrique 2000.

Le 11 juin, Mme Monique Vézina, ministre des Relations extérieures, responsable de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a déposé devant

cette même chambre, le plan d'action de l'agence sur l'intégration de la femme dans le développement. Ainsi sur les 150 millions destinés à l'opération Afrique 2000, 25 millions seront alloués à des projets intéressants particulièrement les femmes.

La somme sera répartie comme suit :

— \$ 10 millions dans des secteurs de la santé incluant des femmes;

— \$ 2 millions au Fonds des Nations unies pour la femme (UNIFEM) afin de réaliser un projet sur les technologies et le cycle alimentaire;

— \$ 6 millions sous forme de bourses faciliteront l'accès des femmes aux études universitaires en Afrique et au Canada;

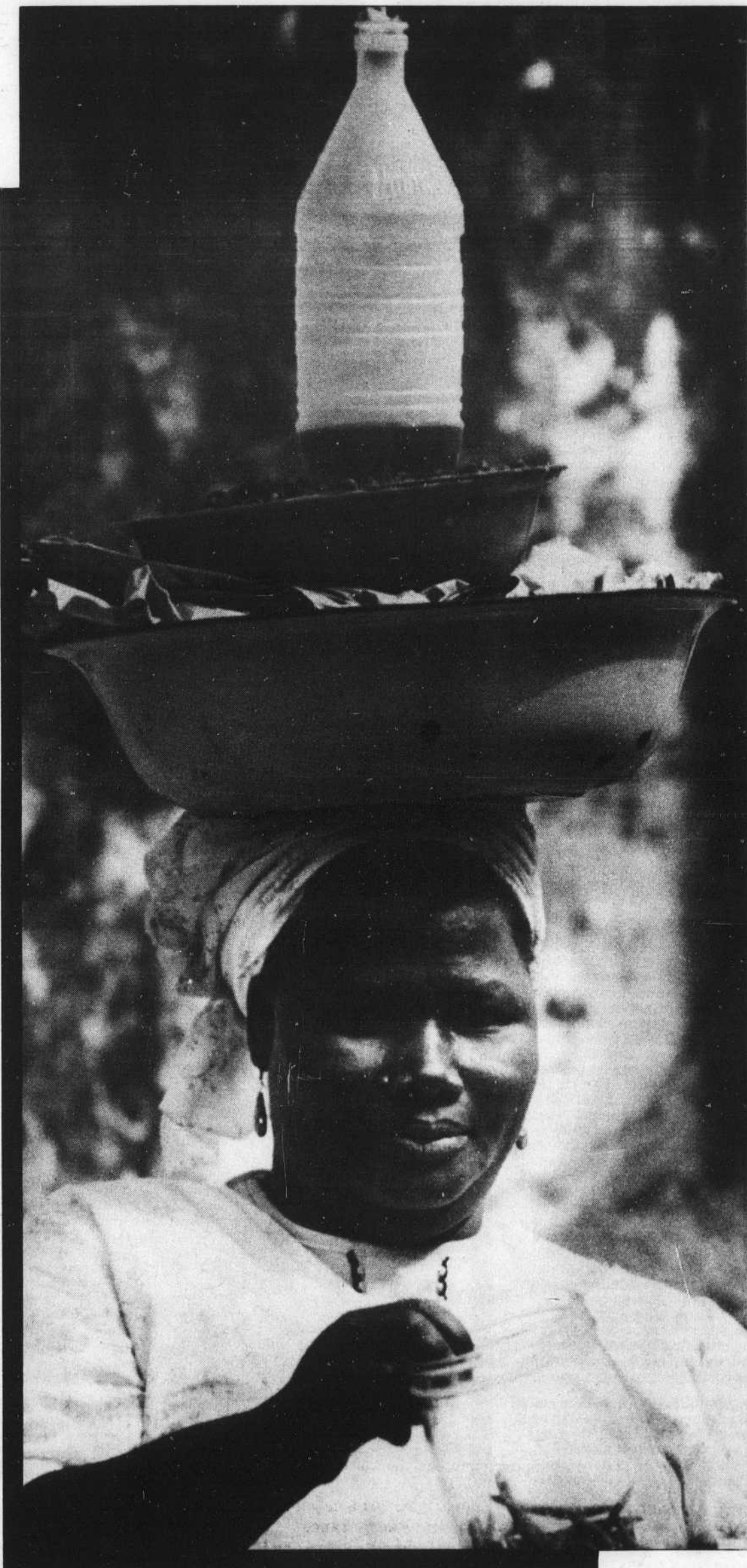
— \$ 3 millions à la disposition du Women's World Banking (WWB) pour faciliter son implantation en Afrique et aux femmes l'accès au crédit. Des organismes non gouvernementaux spécialisés dans le crédit en Afrique bénéficieront également de \$ 2 millions;

— \$ 2 millions iront aux réfugiées par le biais du Haut-Commissariat des réfugiés.

En ce qu'elle résoud des problèmes cruciaux, l'action du Canada est louable. Reste à savoir maintenant si elle atteindra les concernées. À cela Mme Vézina rétorque : « La collaboration des organismes non gouvernementaux garantit le succès de l'opération. En autant que nous soyons sûrs que si nous tenons compte des spécificités de chacun, tout ira pour le mieux. » Un optimisme que nous aurions aimé partager avec elle, si l'action du Canada n'était pas isolée.

Cependant, il ne revient pas seulement aux gouvernants d'avoir des élans de solidarité, mais à tout un chacun surtout aux femmes francophones. Aussi ne comprend-on pas la réaction de certaines Québécoises. Mme Micheline Dumont, auteure, professeure d'histoire à l'Université de Sherbrooke, se demande ce qu'elle pourrait faire pour une Africaine. Bien qu'étant francophone, la culture demeure un obstacle à la communication. De plus, leur perception du féminisme est différente.

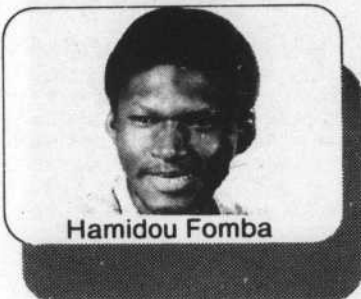
Mme Dumont semble ignorer l'histoire de la lutte féministe africaine. Déjà en 1954 les femmes diolas du Sénégal contraignaient les hommes à reprendre la culture dans les rizières. Auparavant des femmes ont mené la grève du Dakar-Niger. Ailleurs au Cameroun, des femmes bamiléké ont détruit entre 1958 et 1962 des milliers d'hectares de café. La francophonie est-elle un mythe ou une réalité ? Par-delà les vœux pieux des gouvernants, subsistent des réticences conscientes ou inconscientes des peuples. Aussi est-on en droit de se demander ce que les femmes peuvent attendre de cet Espace ?



Cette femme tente tant bien que mal de subvenir à ses besoins.

Photo ANTOINE DÉSILETS

# Le sport : un des leviers de la francophonie



Hamidou Fomba

Déjà un an que les premiers jeux de la francophonie ont pris fin à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire. Déjà un an ! Pourtant, des images poignantes restent encore dans nos mémoires sportives : des prestations de qualité de jeunes de moins de seize ans comme le Français Joël Vincent qui franchit la barre à 2,16 m ou l'Ivoirien Fofana Lancina, dominateur du triathlon. D'autres performances pourraient être citées. Mais les clichés les plus saisissants furent incontestablement les accolades interminables entre ces deux mille adolescents de diverses nationalités, de cultures différentes (sauf pour quelques pays africains) et surtout de sensibilité différente. Une fraternisation véritable sept jours durant ! Seul le sport pourrait être capable de créer des liens amicaux si spontanés.

De retour au pays, Apollinaire le Gabonais connaîtra mieux la Belgique à travers les cartes que lui adressera son ami Jean-Pierre. À l'inverse, il expliquera les moeurs africaines à ce jeune Wallon. Le récit paraît anecdotique, mais ces échanges si minimes sont le ciment de la solidarité francophone.

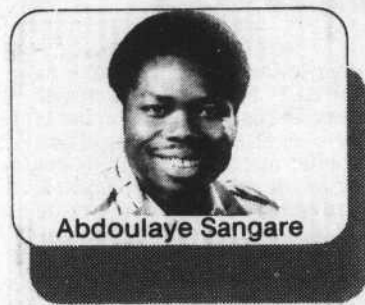
La CONFEJES (Conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays d'expression française) en organisant ces jeux a voulu célébrer l'Année internationale de la Jeunesse. Elle n'a jamais eu l'initiative d'instituer un tel regroupement sportif, se contentant depuis plusieurs décennies de convoquer des réunions ministérielles. De celles-ci sortent des programmes de stages de perfectionnement des sportifs africains ponctués par des meetings d'athlétisme. Et comme ils ne respectent pas une périodicité, le contact entre les sportifs n'est pas suivi. L'INJS (Institut national de la jeunesse et des sports) de Paris et le centre de Vichy en France ont assuré la formation de centaines de cadres sportifs africains. Faute de compétition « ils se meurent lentement ». La CONFEJES devrait aller plus loin dans ses actions. Que de retombées positives pour une fête sportive francophone permanente (à quatre ans d'intervalle) : la première est d'ordre humain. Le brassage des sportifs réduit l'espace francophone. Ensuite le niveau compétitif de nos athlètes s'en trouvera relevé. Les performances au niveau international ne seront plus ponctuelles mais constantes.

L'institutionnalisation des jeux de la francophonie à l'instar de ceux du Commonwealth développera davantage les relations sportives entre l'Afrique et la Belgique, le Canada. Ces nations développées en plus de la France aideront à mettre en place des structures idéales desquelles sortiront des sportifs de qualité.

Ce pourrait être le message du sport dans le cadre de la francophonie.



# L'immigration : une réalité linguistique



Abdoulaye Sangare

Au dernier sommet des pays ayant en commun l'usage de la langue française, beaucoup de sujets ont été évoqués. Mais certaines questions furent laissées pour compte, ou presque. Parmi celle-ci, l'immigration. Et pourtant l'espace francophone constitue un vaste champ de migration où les populations de divers horizons se côtoient en permanence. Le Québec, avec Montréal ville cosmopolite, offre un exemple éloquent. Même si ailleurs, des groupes de pression, voire des partis politiques, s'érigent contre l'immigration, surtout d'origine africaine.

Etes-vous Haïtiens ? Ne soyez pas étonnés que les Québécois vous posent cette question, lorsque vous êtes Noirs et que vous vivez dans cette province. Ici, la communauté haïtienne est la plus importante en nombre de toute la population noire. Comme les Québécois, les Haïtiens utilisent officiellement la langue française. Cette situation est-elle pour quelque chose dans le choix du Québec comme zone d'immigration ? Ou est-ce dû à une facilité d'intégration ? Ou peut-être à la législation ?

En 1950, le groupe d'origine haïtienne au Québec comptait moins de cent personnes. Aujourd'hui on l'estime à plus de 30,000. Bon nombre d'entre eux se retrouvent au volant des taxis à Montréal, mais aussi dans les industries textiles et de transformation comme main-d'œuvre à bon marché. La plus grande partie de cette population s'est installée dans les quartiers traditionnellement francophones de Montréal. Apparemment, le climat social ne laisse entrevoir aucun signe de tension sociale entre cette communauté et la population québécoise. C'est à croire que l'intégration sociale se passe sans trop de heurts. Cette situation de paix sociale peut être expliquée par la prédominance d'une forte opinion anti-raciste chez les Québécois, même s'ils ont leurs préjugés, aussi grotesques ici qu'ailleurs.

Ainsi, l'opinion a fortement contribué, il y a quelques années, à la régularisation de la situation de bon nombre d'Haïtiens. Plus de 4,000 d'entre-eux ont eu le droit de résidence permanente. Mieux, beaucoup d'organismes québécois ont déjà dénoncé la loi C-24 sur l'immigration comme étant « répressive, discriminatoire, restrictive et trompeuse ». Cependant, la

législation dans la province demeure humaniste par certains aspects, même si elle est perfectible. La signature de l'entente Couture-Cullen a donné des pouvoirs étendus en matière d'immigration au Québec.

## Violence raciale

Si la situation des immigrants francophones semble acceptable au Canada en général, au Québec en particulier, elle l'est nettement moins ailleurs dans le monde. En France, on assiste depuis quelques années à une recrudescence de la violence raciale. Le nouvel esprit chauviniste qui y prévaut est entretenu, sinon encouragé par les militants de l'extrême-droite. Les premières victimes de cette situation sont les minorités visibles. Africains noirs et Arabes du Maghreb (Nord Afrique). Plusieurs meurtres de travailleurs africains ont été perpétrés au cours de cette période. Il y a deux ans, un enfant algérien de neuf ans a été froidement abattu par un ouvrier dans une banlieue parisienne... parce qu'il perturbait son repos.

Il y a un mois, le gouvernement français a rendu publiques des démarches entreprises auprès de son homologue algérien pour envisager le rapatriement des prisonniers de droit commun algériens. À chacun ses déchets. Si ce n'était que cela. La France est riche aujourd'hui de ses fils d'immigrés. À titre d'exemple, Jean Tigana (de père Malien), un des meilleurs joueurs de l'équipe de France de soccer au Mondial 86. Yannick Noah (de père Camerounais) champion de France de tennis... sans oublier de nombreux cadres très compétents qui servent dans l'administration publique et dans les entreprises privées. Sans compter les professeurs d'universités.

## La sécheresse est une des causes

Dans le cas des Haïtiens, la dictature politique des Duvaliers a été la cause fondamentale de l'exil. Car elle est à la base du déperissement économique que connaît le pays. En Afrique ce sont plutôt les causes économiques qui sont primordiales, même si le facteur politique n'est pas négligeable. Au sud du Sahara, la sécheresse endémique a poussé des milliers de jeunes à immigrer vers d'autres contrées supposées plus clémentes, en particulier la France. Les ressources obtenues sur place par l'immigrant permettent de sauver la famille restée sur place. Le Maghreb, lui, connaît une situation de face à face avec l'Occident industrialisé, à cause de sa présence en Méditerranée... qu'il suffit de traverser. La tentation est grande, surtout pour une jeunesse majoritairement désœuvrée. Les études aussi sont une bonne cause d'exode pour beaucoup de jeunes Africains. Les

structures faisant défaut. Leur point de chute est, en général, un pays francophone. À ce sujet, le Canada va faire un effort considérable. Le premier ministre Mulroney a promis, au sommet de Paris, 350 bourses annuelles d'un montant de \$ 7.7 millions aux pays francophones.

## L'immigration est une réalité linguistique

Le phénomène de l'immigration a d'abord été le fait de la colonisation. Mais aujourd'hui il est surtout lié à l'aspect culturel, au fait de partager la même langue. Même si la motivation fondamentale reste

économique. Ce n'est pas un hasard si la communauté haïtienne a préféré la province de Québec au reste du pays. Ce n'est pas un hasard non plus que la majorité des immigrants Africains choisissent la France. Les pays développés utilisant le français se doivent de comprendre.



Photo Jacques Grenier

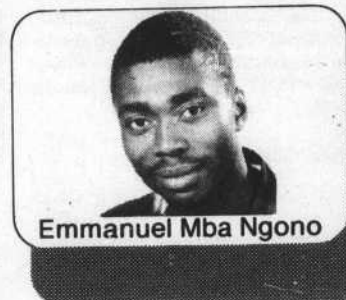
Si la situation des immigrants francophones semble acceptable au Canada en général, au Québec en particulier, elle l'est nettement moins ailleurs dans le monde...

## LES ÉTUDIANTS AFRICAINS AU CANADA

# Faut-il faire confiance à la francophonie ?



PHOTOS ANTOINE DESILETS



Emmanuel Mba Ngonu

une préoccupation majeure de l'AUPELF. Il est une des clés de l'avenir de chacun, — l'union fait la force — et en même temps, il doit permettre aux ensembles les moins favorisés de rattraper peu à peu le retard qui les empêche d'être de véritables partenaires du développement partagé», écrivait encore Maurice Étienne Beutler dans son éditorial

### Un fardeau

Dans les universités québécoises, les étudiants africains francophones font face à une situation qui remet en question les principes mêmes de la francophonie.

Théoriquement, les responsables affirment qu'ils sont disposés à accueillir les étudiants dans leurs institutions. Récemment encore, Mme Fabienne Poulin de l'Université Laval déclarait, lors du Colloque international sur l'« Insertion et la formation des étudiants étrangers dans les systèmes d'enseignement supérieur », tenu en France au mois de mai dernier : « Nos universités demeurent très ouvertes aux étudiants étrangers et elles sont intéressées à les recevoir... C'est une partie de notre population étudiante qui est fort appréciée à cause des apports spécifiques de culture et de civilisation qu'elle nous apporte. Les universités reconnaissent que ces échanges sont extrêmement bénéfiques et elles veulent mettre leurs ressources à contribution, non seulement pour l'avancement de la science mais aussi pour former des spécialistes qui apporteront dans leurs pays un nouvel et autre aspect de la culture française. »

Voyons les faits. Depuis 1976, le Québec a adopté un « protectionnisme éducationnel » et des mesures concrètes pour appliquer cette politique. En fait, que reproche-t-on aux étudiants étrangers ?

La principale raison demeure que les étudiants étrangers coûtent très cher à l'économie canadienne. Les dépenses allouées à l'enseignement restent supérieures aux frais de scolarité perçus. L'on estime que le gouvernement canadien prend en charge des étudiants qui ne paieront jamais des impôts à l'État en retour. Si les mêmes personnes ne retournent pas dans leurs pays d'origine, ils occupent des emplois destinés aux Canadiens.

Pour freiner la présence des étudiants étrangers, on leur demande de payer doublement et plus les frais de scolarité que les Canadiens. Pire encore, les étudiants africains ne doivent pas se former dans certains domaines tels que : la médecine, l'informatique, le génie civil...

Bien plus, les étudiants éprouvent beaucoup de difficultés pour satisfaire des besoins supplémentaires à l'instar du loyer et de l'habillement en hiver. Malgré cela, ils n'ont pas droit de travailler.

La présence des étudiants africains illustre la situation qui prévaut dans bien d'autres domaines, dans les rapports qu'entretiennent les pays francophones. L'on ne peut manquer de poser cette question : faut-il faire confiance à la francophonie ?

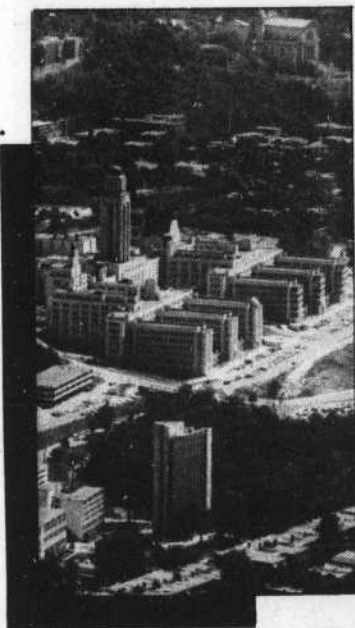
Les échanges et la coopération interuniversitaire dans le cadre de la francophonie constituent l'objet de notre article, notamment la présence des étudiants africains francophones dans les universités québécoises et ses répercussions.

« La priorité de la francophonie est extérieure à l'université. Mais imaginons que l'université soit un lieu stratégique, où se conçoit la modernité, où se prépare l'avenir, la structuration de l'espace interuniversitaire apparaît aussitôt comme un moment d'une importance capitale dans le dispositif de l'action francophone », écrivait Maurice Étienne Beutler, secrétaire général de l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), au journal *Universités* du mois de mars dernier. Parmi les 176,500 étudiants que compte le Québec cette année, 5,000 sont étrangers et, parmi eux, des Africains. Ils suivent les cours dans les quatre universités de langue française de la province : Laval, Montréal, Sherbrooke et l'Université du Québec.

Les pays africains francophones déploient, depuis déjà des années, beaucoup d'efforts pour la mise en valeur de leurs ressources humaines. La formation des hommes constitue l'une de leurs grandes priorités actuellement. Des institutions universitaires ont été créées pour former sur place des cadres nationaux scientifiques, techniques et pédagogiques compétents pour répondre à des besoins spécifiques de ces pays.

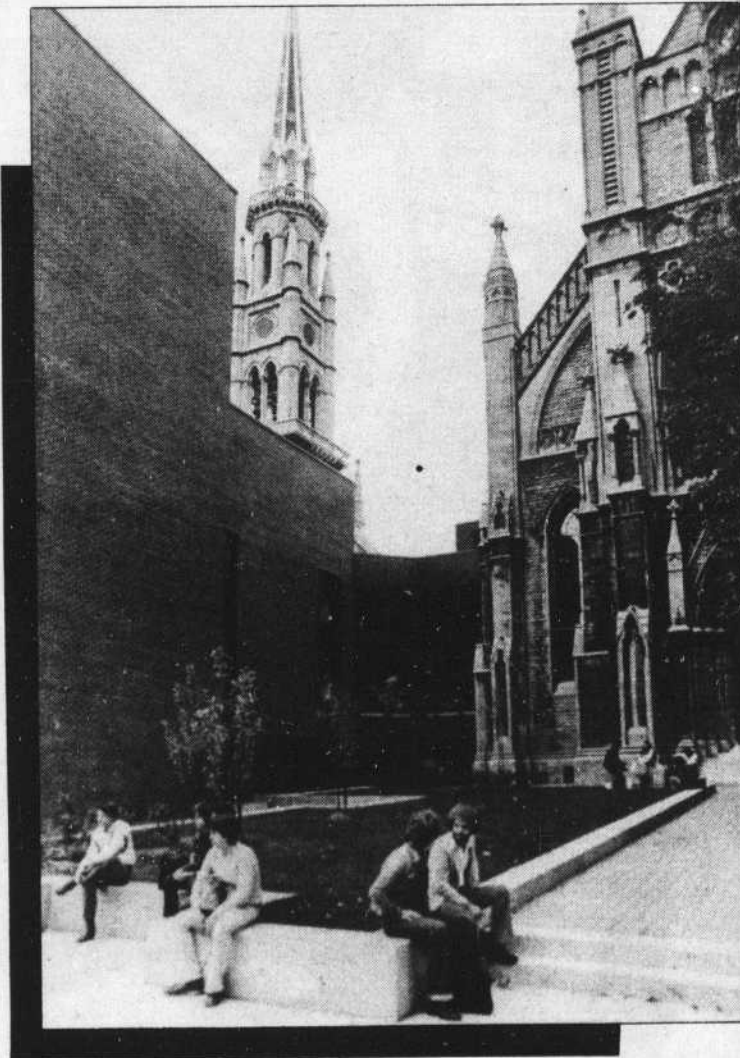
Ces institutions comptent plusieurs catégories d'établissements : Facultés, les Grandes Écoles, les Centres et les Instituts. Les Facultés dispensent un enseignement purement universitaire permettant d'acquérir des connaissances approfondies dans une discipline déterminée. Les études sont sanctionnées par divers types de diplômes classiques : Diplôme d'études générales, Licence, Diplôme d'études supérieures, Maîtrise, Doctorat. L'enseignement des facultés doit être complété par une formation professionnelle dans les grandes écoles, les centres et les instituts au sein de l'université, ou dans les établissements étrangers.

Mais à cause de l'essor démographique, des budgets limités et surtout à cause de l'absence de certaines spécialités pourtant vitales pour le développement, les pays africains francophones envoient des étudiants dans des institutions des pays développés, surtout francophones. D'emblée, la solution semble tout à fait logique. « Le co-développement est depuis toujours



Photos d'archives

Les étudiants africains au Canada éprouvent beaucoup de difficultés à subvenir à leurs besoins : on les empêche de travailler tout en leur demandant des frais de scolarité jugés trop onéreux.



## VIE ÉTUDIANTE

# La littérature camerounaise est sur la corde raide



Jean-Claude Nganfack

L'univers littéraire au Cameroun est aussi celui des paradoxes. Le pays dispose d'un taux de scolarisation supérieur à 80 %. La gent écrivassière est forte de plus de 200 poètes, romanciers et nouvellistes dont certains comptent parmi les plus célèbres d'Afrique noire. Les infrastructures d'imprimerie sont de nature à répondre aux besoins de tous les éditeurs locaux. Malgré ces potentialités, la production littéraire bat de l'aile. Les raisons de la crise sont multiples.

## Un peu d'histoire

Née pendant la période coloniale, la littérature au Cameroun fut d'abord de combat. Des romans comme *Ville cruelle* (1954) de Mongo Béti, *Le vieux nègre et la médaille* et *Une vie de boy* de Ferdinand Oyono, pour ne citer que ceux-là, fustigeaient le système en vigueur à l'époque. Ils connurent un franc succès et furent traduits en plusieurs langues. Par le truchement de la plume, plusieurs Camerounais devinrent célèbres au-delà des frontières et prirent une part active à la lutte pour la libération.

L'indépendance survint en 1960. Ce qui changea l'environnement socio-politique. Depuis, la jeune génération a du mal à s'adapter aux nouvelles réalités. Les auteurs de l'époque coloniale sont encore les plus représentatifs de la littérature camerounaise. Parmi les « jeunes loups », certains ont pris pour cheval de bataille la situation en Afrique australe. C'est le cas du poète Paul Dakéyo dont plusieurs critiques ont fait l'éloge.

## Des microcosmes

Si on s'en tient uniquement à la littérature, les pays africains semblent s'être transformés en microcosmes après leur accession à la souveraineté internationale. Et pourtant les problèmes communs ne manquent pas. Sécheresse, corruption, prostitution, exode rural, conflits de générations mènent à des degrés divers les États du continent noir. Peu nombreux sont les auteurs qui ont pu en tirer des œuvres de bonne facture. Certains préfèrent s'essayer sur un terrain à mi-chemin entre la fiction et la tradition. C'est le cas d'Étienne Yanou dont le roman intitulé *L'homme-dieu de Bisso* soulève une vive controverse à l'intérieur du Cameroun où on l'accuse de manquer d'intérêt, alors qu'il a été sacré Grand Prix littéraire de l'Afrique noire par un jury siégeant à Paris.

## Un maigre lectorat...

Dans la société camerounaise, la lecture est peu prisée. Deux raisons peuvent permettre d'expliquer cet état de fait : la tradition orale de l'immense majorité de la population et la paresse due à la montée des médias audiovisuels. Comme

nos écrivains aiment à le répéter à qui veut bien les entendre, « au Cameroun, la littérature ne nourrit pas son homme ». Aussi, les auteurs désireux de « traire » leur stylo sont-ils obligés de se faire éditer en Europe où l'appétit du public est plus grand et où les circuits de distribution sont mieux organisés.

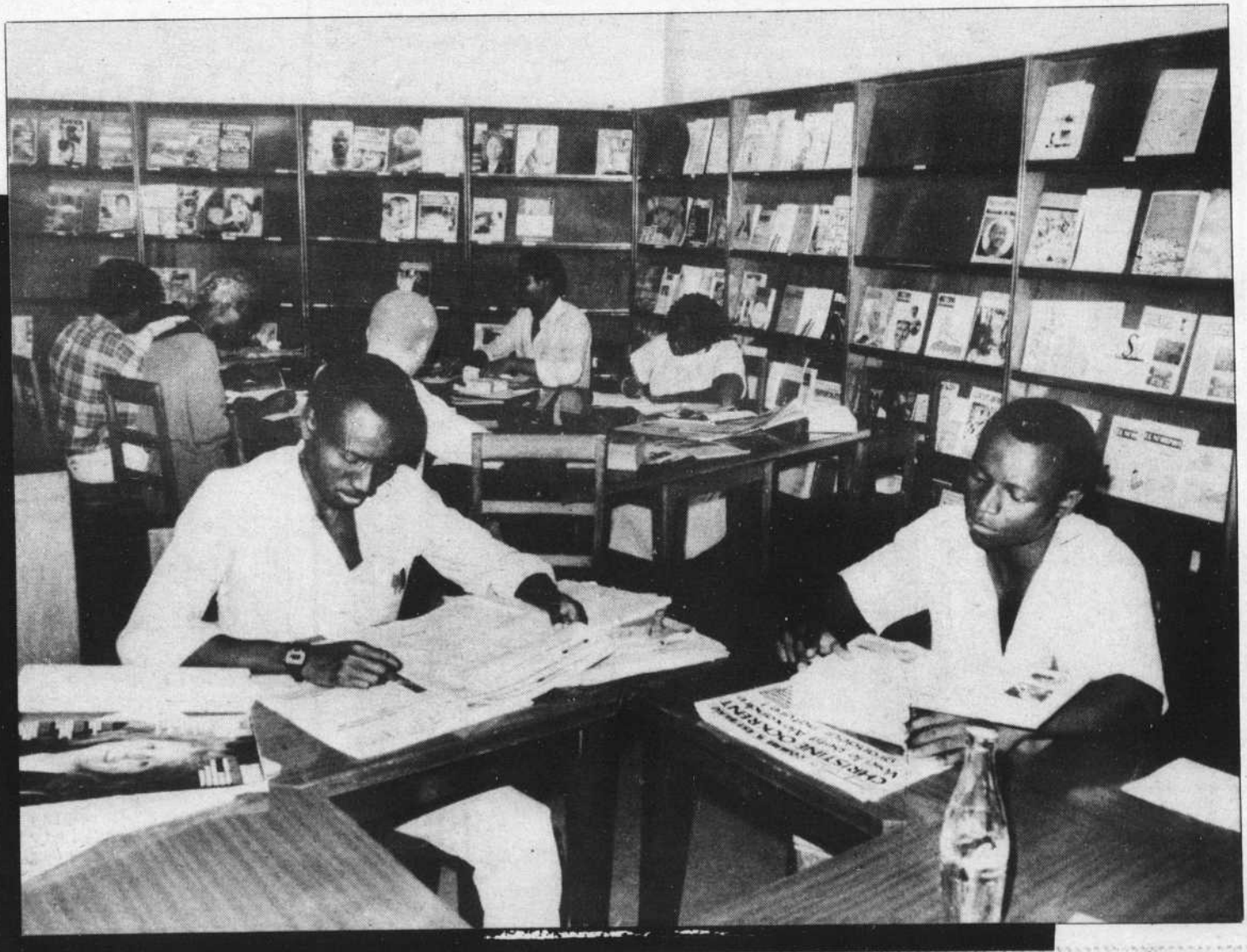
## ... aux goûts extravertis

Le Camerounais lit peu. Qui plus est, la quasi totalité de ses lectures porte sur des aventures policières, sentimentales, western... qu'elles soient sous forme de bandes dessinées ou de romans. Il s'agit en général d'ouvrages américains ou anglais traduits en français. Ce qui entraîne un « déracinement culturel » de la jeunesse.

Pour venir à bout de ce phénomène, les auteurs devraient se plier davantage aux exigences du public. « Si le Camerounais n'est pas enclin à courir vers le livre, c'est le livre qui doit courir vers lui », écrivait un rédacteur du bulletin du Centre régional de promotion du livre en Afrique. Ce qui suppose une plus grande communion entre les écrivains et le public... Une communion qui n'est pas pour demain.

Photo du haut Le DEVOIR; celle du bas est de Christophe MIEN ZOK

Les élèves perdent de plus en plus le goût de la lecture alors que le travail sur ordinateur leur semble beaucoup moins rébarbatif.



# L'Institut international de la Communication

L'Institut international de la communication de Montréal est un organisme sans but lucratif, créé en 1975 avec l'aide de la Commission nationale canadienne pour l'Unesco et le ministère de l'Éducation du Québec, sous l'impulsion de personnalités du monde de la communication et de l'éducation. Il est dirigé par Jean Cloutier, L.L.L., docteur d'État ès Lettres et Sciences humaines (communication,), communicateur professionnel et auteur de plusieurs ouvrages sur la communication. Ses membres sont des praticiens et des théoriciens de la communication impliqués directement dans l'une ou l'autre de ses activités.

L'Institut intervient dans les domaines

- de formation et de perfectionnement en communication, en micro-informatique, en communication linguistique et interculturelle;

- de coopération internationale : consultation, gestion de projets, accueil et encadrement de stagiaires;

- d'organisation de colloques, séminaires, rencontres internationales;
- de recherches, d'études, de publications en communication.

L'implication du personnel de l'Institut dans la communication en Afrique date de plus de 20 ans, et l'évolution du Centre d'études des sciences et techniques de l'information (CESTI) de l'Université de Dakar, Sénégal, a été fortement marquée par la présence continue des communicateurs canadiens qui ont développé avec leurs partenaires sénégalais une problématique de formation originale sur l'information et sur la communication en Afrique francophone.

L'Institut a été choisi par l'ACDI pour gérer le programme ATCD, puisque ce programme constitue à la fois un aboutissement de son action des 10 dernières années et une charnière dynamique ouvrant une nouvelle ère de la coopération canado-africaine dans le do-

maine de la communication.

Depuis 1969, l'ACDI a surtout exercé son action en communication en Afrique francophone auprès du CESTI de Dakar dont la direction a été assumée par un Canadien de 1970 à 1980.

Depuis 1972, les finissants de cette école professionnelle et ceux de l'École supérieure internationale de journalisme de l'Université de Yaoundé (ESIJY), Cameroun, devenue depuis 1981 l'École supérieure des sciences et techniques de l'information (ESSTI), sont venus compléter leur formation au Canada.

Dix stages ont été organisés dans le cadre du programme de formation des communicateurs africains (PFCA) de l'Université de Montréal. Quatre autres stages ont été placés sous la responsabilité de l'IIC.

Pour ces 14 stages, ce sont les mêmes équipes qui ont assuré la formation de ces jeunes communicateurs et communicatrices, soit plus de 700 ressortissants de 16 pays africains.

Au Canada, quelque 75 entreprises de presse ont reçu des stagiaires africains, plus de 100 journalistes les ont encadrés à un moment ou à un autre, 11 universités canadiennes et américaines ont été impliquées.

Ces stages ont donné lieu à une collaboration étroite entre les coopérations canadienne et française.

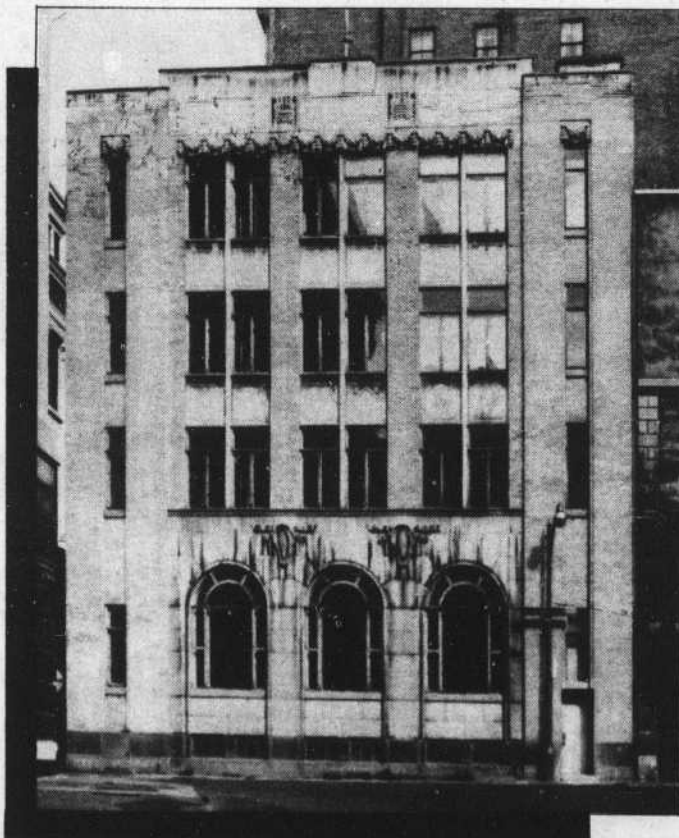


Photo IIC

Le directeur de l'institut Jean Cloutier.

Depuis 1982, l'ACDI finance des ententes inter-institutionnelles entre l'Institut, le CESTI et l'ESSTI. Ces ententes permettent à l'IIC d'apporter son assistance technique et professionnelle aux deux écoles africaines, notamment dans l'enseignement de la télévision. En outre, l'entente avec le CESTI permet la réalisation de nombreuses activités communes dans le domaine de la communication pour le développement.

Depuis janvier 1985, l'Institut réalise le programme ATCD avec un bon nombre de nouveaux partenaires africains du monde de la communication pour participer davantage au processus de développement dans 17 pays de l'Afrique subsaharienne.



## Le programme d'assistance technique en communication pour le développement de l'ICC

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) a confié à l'Institut international de la communication (IIC) la gestion d'un programme d'Assistance technique en communication pour le développement (ATCD) à l'intention de l'Afrique francophone.

L'objectif de ce programme de cinq ans (1985-1990) est de favoriser l'utilisation de la communication comme support aux activités de développement telles que la production agricole, l'organisation communautaire, la promotion de la femme, la protection de l'environnement, etc.

Cet objectif suppose que des communicatrices et des communicateurs africains, ainsi que des agents et agents actifs dans des projets de développement, puissent faire l'apprentissage et l'expérimentation des concepts, des techniques et des outils modernes de la communication.

Le programme ATCD s'adresse aux communicatrices et aux communicateurs professionnels déjà nantis d'une expérience significative de leur métier, journalisme, réalisation, production, animation de programmes, communication institutionnelle, etc. Il s'adresse aussi aux agents et agents de développement qui oeuvrent dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la formation, etc.

Les activités de l'ATCD cherchent à mettre en contact les professionnels de la communication et les intervenants du développement pour favoriser les échanges de savoir-faire et harmoniser leur apport respectif au changement économique et social de leur milieu.

L'ATCD constitue donc un programme multiforme d'activités variées réparties en trois volets : formation des ressources humaines, échanges Sud-Sud, et assistance-conseil. Enfin, c'est un programme régional qui cherche à associer la femme à tous les niveaux puisqu'il est maintenant reconnu que les femmes africaines forment une partie intégrante du processus de développement.

## CAHIER SPÉCIAL

### La francophonie a-t-elle un avenir?

Président de l'Institut international de la communication:

— Jean Cloutier

Directeur de la coopération:

— Jean Giroux

Responsable du stage:

— Guy Bessette

Coordonnatrice du stage:

— Ruth Bourbonnais

Adjointe-administrative:

— Sylvie Rémy

Coordonnateur technique:

— Sylvain Anderson

Secrétaire:

— Carole Blouin

Responsable du cahier:

— Guy Granger

Encadreurs pédagogiques:

— Charles Meunier  
— Antoine Desilets (photo)

Conseiller informatique:

— Sylvain St-Jules

Documentaliste:

— Lucie Bernier